

Les faits en question, les idées en réponse !

## L'Europe

le continent

le plus

bête

du monde



Qu'arrive-t-il  
au continent  
qui a donné  
au monde  
la philosophie  
grecque, le droit  
romain, la révolution  
industrielle,  
les Lumières ??!

Aujourd'hui, Chine et Amérique forment et performent,  
et l'Europe s'évertue à multiplier les normes..

### #ROOM

Algérie : l'art de se  
créer des ennemis  
imaginaires



l'Europe est devenue un continent éclaté entre pays pauvres et pays riches, grands pays de l'ouest et petites nations de l'est, Europe du Nord et Europe du Sud, entre chrétiens et musulmans, entre antisémites et inconditionnels d'Israël...



### EXPERTS INVITÉS # CHRONIQUEURS # QUARTIER LIBRE

Tourisme au Maroc :  
Entre performances et défis

L'Amérique de Trump

Face à face des politiques  
et des économistes

INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES  
**EN CONTINU 24H/7J**

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

**LIVE STREAMING**

lastique : recette du shampoing solide maison: Écologique, économique et naturel, le shampoing solid

[www.lodj.ma](http://www.lodj.ma) - [www.lodj.info](http://www.lodj.info) - [pressplus.ma](http://pressplus.ma) +212 666-863106 @lodjmaroc

**REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE**  
**ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS**



SCAN ME!

# SOMMAIRE

- **04** ÉDITO D'OUVERTURE : L'EUROPE, LE CONTINENT LE PLUS BÊTE DU MONDE I ET II
- **08** SNOBISME OU INCAPACITÉ ? L'UE FACE À SES DÉFIS
- **09** PARTICIPATION POLITIQUE DES JEUNES: UNE ÉTUDE DE TIZI RÉVÈLE LES ENJEUX ET LES PISTES D'ACTION
- **11** DÉSORMAIS, S'IL Y A UNE GRÈVE GÉNÉRALE AU MAROC, PERSONNE NE S'EN APERÇOIT...
- **14** LE LOBBY DE RÉAMÉNAGEMENT DES STADES A LES DENTS LONGUES..
- **16** TRIBUNE : UN MINISTRE PEUT-IL ENCORE DIRE LA VÉRITÉ AU MAROC ?
- **17** TRIBUNE : FACE À FACE DES POLITIQUES ET DES ÉCONOMISTES
- **20** ALGÉRIE : L'ART DE SE CRÉER DES ENNEMIS IMAGINAIRES
- **21** ENTRE UN TRUMP FLAMBOYANT ET UNE UE MAL EN POINT
- **23** L'AMÉRIQUE DE TRUMP
- **25** LES EMIRATS ONT-ILS TORPILLÉ LA MOBILISATION DU FRONT ARABE CONTRE TRUMP VOULU PAR L'EGYPTE !?

**DÉBATS**

**L'OPINION DES JEUNES**



Imprimerie Arrissala

**I-DÉBATS NUMÉRO UN - FÉVRIER 2025**

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

ALIMENTATION & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI

MAQUETTES WEB : NADA DAHANE

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

[www.pressplus.ma](http://www.pressplus.ma)

## L'Europe, le continent le plus bête du monde

Trois grands ensembles se disputent et œuvrent à se partager le monde, Chine, Etats-Unis et Europe ! Ces trois blocs sont des puissances géopolitiques mais, si cela est exact pour les deux premiers, le troisième tangué, vacille, penche et risque la chute finale. Secoué par Moscou, malmené par Pékin, le voilà aujourd'hui gravement humilié et même menacé par... Washington, Donald Trump et son âme damnée Elon Musk. Qu'arrive-t-il donc à ce continent qui a donné au monde la philosophie grecque, le droit romain, la révolution industrielle, les Lumières, et qui se fait aujourd'hui vertement tancer par un promoteur immobilier véreux devenu président ?

Ce qui arrive aux Européens aujourd'hui est cet abandon d'ancrage sur l'histoire du continent, qui leur avait permis de passer d'une étape à une autre, d'un mode de société à un autre, avec succès. Pour eux... car pour les autres continents qui avaient eu affaire aux Européens, c'était les massacres, les humiliations, les pillages, la domination. Mais l'Europe, si on considère les choses du seul angle européen, s'en sortait, s'enrichissait et pesait sur les affaires et la marche du monde.

L'Europe a donné au monde bien des génies : Leonard de Vinci ou Marie Curie, Marx ou Montesquieu, Mozart et Maître Eckhart, Vivaldi et Richelieu, Einstein ou Pierre le Grand, Nobel et Olympe de Gouges... mais aussi les guerres coloniales puis mondiales, de religion ou simplement la Guerre froide. Un continent capable du meilleur et du pire, alternant entre les deux avec une fortune diverse.

Et cela s'est ainsi poursuivi, avec ses hauts et ses bas, ses conflits et ses combats, des siècles durant... jusqu'à ce que la Réalité surgisse. Et elle porte pour nom... Donald Trump. Il aura fallu de deux ou trois papiers signés et de quelques embardées verbales du président-pas-comme-les-autres pour que l'Europe tombe dans la sidération, soit saisie par le doute, s'affole et panique, prenant soudainement la mesure de son extrême faiblesse.

Mais cette « Réalité » s'est accompagnée de certaines vérités : Marc Bloch disait avec une certaine provocation que « sans se pencher sur le présent, il est impossible de comprendre le passé ». L'Histoire rattrape en effet le présent et le secoue, le bouleverse, le questionne et s'y impose. L'Asie, par exemple, et avec elle l'Afrique, se rappellent de leurs siècles d'humiliation et demandent des comptes, puis exigent l'égalité face au droit international. Cette fois, aujourd'hui, l'Europe n'est plus seule, la Russie n'est plus cantonnée dans son froid sibérien mais aspire à succéder en influence à la défunte URSS, la Chine émerge, accélère, dépasse l'Europe et concurrence l'Amérique. Les pays ci-devant du Tiers-monde veulent conquérir le monde, ou au moins y compter et ne plus en être les victimes.



Tétanisée, effrayée, en proie au doute, l'Europe a le réflexe primaire de s'enfermer, puis de se renfermer sur elle-même, vivant dans son mirage et entretenant sa propre légende, aujourd'hui dépassée, de grandeur et de valeurs, d'expansion et de domination. L'ancien haut-représentant européen aux Affaires étrangères Josep Borrell n'avait-il pas dit que « l'Europe est un jardin. Le reste du monde n'est pas exactement un jardin. La plus grande partie du reste du monde est une jungle, et la jungle pourrait envahir le jardin » ? Et au début de son premier mandat, Ursula Von Der Leyen n'avait-elle pas envisagé de créer un portefeuille chargé de « la protection de notre mode de vie européen », avant de se rétracter ?...

Au lieu d'envisager le monde en ce qu'il est devenu, les Européens se sont retranchés dans le rejet de l'autre, dans une sorte de manichéisme érigeant les uns en amis et les autres, tous les autres, en proles potentielles ou en compétiteurs funestes. Et dans un extrémisme nationaliste – ou nationalisme extrémiste – qui stigmatise, ostracise, divise. De fait, l'Europe est devenue un continent éclaté entre pays pauvres et pays riches, grands pays de l'ouest et petites nations de l'est, Europe du Nord et Europe du Sud, entre chrétiens et musulmans, entre antisémites et inconditionnels d'Israël (les Européens d'aujourd'hui ne se remettent ni ne se consolent de l'Holocauste commis par leurs aïeux dans les sinistres mutisme et indifférence de leurs autres aïeux), et entre pays trumpistes et pays trompés.

Puis, depuis 1945 et poussés par les Américains, les Européens ont considéré le Russe comme ennemi existentiel.

C'était peut-être vrai avec l'URSS, mais pas avec la Russie, du temps d'Eltsine et même de celui de Poutine. Les Européens ont un credo : ils veulent prendre et quand celui auquel ils veulent prendre refuse ou résiste, ils le voient en ennemi. Cela est aussi valable pour la Russie que pour la Turquie, pour le Maroc que pour d'autres pays plus éloignés. L'Europe a un don certain de se faire des ennemis ou, au moins, de savoir être ni aimée ni respectée.

Et puis, ce n'est que maintenant que l'Europe comprend que son véritable ennemi existentiel est en réalité l'Amérique, et Trump aura eu le mérite de clarifier les choses. Car de Nixon à Obama, il n'y a jamais eu d'entente vraie entre Amérique et Europe, en dehors de la nécessaire soumission de la seconde à la première et l'éternelle domination de la première sur la seconde. Les Américains sont le fruit d'un melting-pot dont les origines sont formés d'Européens ayant fui leur continent, pour leurs idées, pour leurs confessions, pour leur misère ou pour leurs crimes... des Américains, anciens Européens, qui ont historiquement et sociologiquement conservé un lourd ressentiment à l'égard de leur ancien continent.

Aujourd'hui, Chine et Amérique forment et performent, et l'Europe s'évertue à multiplier les normes. Le Vieux Continent est passé maître dans l'art de fabriquer des ingénieurs, des scientifiques, des génies en affaires... qu'il exporte systématiquement, qu'il offre aux deux autres blocs. Et ce géant en papier s'écroule presque, s'effondre quasiment à l'arrivée de Trump. Celui-ci, après que son pays ait pressurisé les pays européens en les forçant à acheter ses armements et à significativement augmenter le budget d'achat de ces équipements, contacte directement Poutine, s'apprête à dealer avec lui, détruit tous les engagements de l'UE à l'égard de l'Ukraine, sacrifie ce pays et... plonge l'Europe dans un océan de perdition et de division, en en faisant l'ancre de l'extrême-droite, de plus en plus fascisante avec l'arrivée tonitruante et décomplexée du duo Trump/Musk dans le Bureau Oval. Avec Biden, Obama et Bush, c'était pareil, en plus feutré, en plus souriant, mais avec Trump, c'est plus violent, et comme le dit avec élégance son vice-président Vance, « il y a un nouveau shérif en ville » !

Il appartient désormais au Vieux Continent de rajeunir et d'actualiser ses doctrines géopolitiques. D'abord, s'il y a un ennemi existentiel, ce n'est pas la Russie, mais l'Amérique ; ensuite, la Russie est le prolongement naturel et géographique de l'Europe, contrairement aux théories de containment de Zbigniew Brzezinski, et la Chine, qui n'a jamais été une puissance conquérante et agressive, est un partenaire économique plus qu'elle n'est un prédateur à l'image du Yankee ; et, enfin, l'étranger proche européen, en l'occurrence la Turquie et le Maghreb, essentiellement le Maroc, sont une voie de développement de l'Europe et non une menace comme il est actuellement encore perçu.

L'Europe a baissé en intensité intellectuelle quand elle s'est enrichie. Contrairement aux Américains qui soumettent leur richesse à leur puissance, sans états d'âme, les Européens ont renoncé à leurs valeurs pour se mettre au service du capitalisme triomphant. Puissance en grandeur et en valeurs pendant quelques décennies, la voilà aujourd'hui placée sous la coupe d'une poignée de milliardaires et de faiseurs d'opinion soumis à l'influence américaine. Ayant perdu toute influence à l'égard de Washington et tout pouvoir chez les autres, et confiant son sort à des dirigeants américanisés, yankeephiles, sans vision ni panache, et encore moins de consistance.

L'Europe comprendra-t-elle enfin cela ? Rien n'est moins sûr, tant est fort le sentiment de supériorité à l'égard de tout ce qui n'est pas « blanc » et tant est puissant le complexe d'infériorité face aux Américains... Le Vieux Continent accepte tout de l'Amérique et s'autorise tout pour les autres. Oui, mais pour combien de temps encore ?

Rédigé par Aziz Boucetta



## L'Europe, le continent le plus bête du monde II

Et il s'agit, bien évidemment, des dirigeants européens, pas de leurs peuples. Ces peuples-là pensent ce qu'ils veulent, comme ils veulent, quand ils veulent, et c'est le propre des démocraties, du moins telles que l'on nous les a présentées jadis, mais ils sont sévèrement contrôlés et encadrés par leurs gouvernants, qui en ont peur. Le discours du vice-président américain J.D. Vance à Munich, la semaine dernière, est éloquent et instructif à plus d'un titre.

M. Vance a en fait dit et confirmé ce que le monde savait depuis quelques temps déjà, en l'occurrence que les Etats européens, que les dirigeants européens dissimulent les faits pour taire les vérités, muselant et censurant tous ceux qui ne pensent pas comme eux. Si cela était facile durant les décennies passées, l'actuelle réalité géopolitique a conduit à éventer le processus et l'état d'esprit malsains qui régissent aujourd'hui l'Europe.

Ainsi donc, après le grand mensonge révélé mais ignoré des armes nucléaires en Irak et l'invasion qui a suivi, après les indignes justifications des exactions répétées et chaque fois plus sanglantes des Israéliens à Gaza ou en Cisjordanie, après la guerre en Ukraine et surtout aujourd'hui, avec cette scandaleuse et insupportable couverture politique et médiatique du massacre de Gaza, les choses sont devenues claires. L'Europe est résolument liberticide chez elle, prétendument défenseuse des libertés ailleurs.

Le « directoire européen » agit en pouvoir synarchique et cela n'a rien de complotiste. Le pouvoir financier s'aliène la sphère politique, peuplée de gens de peu attachés à leurs intérêts, à travers l'accaparement du pouvoir médiatique. Le nexus politique-finance-médias est né, prospère et s'autoprotège par sa nature même. Il fait désormais le lit de l'extrême-droite et il s'apprête, comme aux Etats-Unis, à déclarer l'alliance du grand capital avec les fondamentalistes extrémistes de droite ; cela est déjà le cas en Italie, en Autriche, en Suède et aux Pays-Bas, la France s'apprête à franchir le pas, la Pologne hésite encore un peu..

Mais tous ces dirigeants ne comprennent pas et n'ont toujours pas compris, ou ne veulent pas comprendre, ou font semblant de ne pas comprendre, que la Russie n'est pas leur ennemie et qu'elle leur a même permis de faire prospérer leurs économies avec de l'énergie bon marché ; la Russie n'a jamais attaqué le continent, elle a au contraire, été plusieurs fois envahie par la Pologne, la France, l'Allemagne... Les Européens continuent d'acheter leurs armes aux Etats-Unis, de leur confier la défense du Vieux Continent, de soumettre leur politique étrangère à celle de Washington. Et ils taisent tout cela à leurs peuples, gavés de séries américaines et lobotomisés par des divertissements abrutissants... des peuples lentement, patiemment dépossédés de leur entendement, de leur libre-arbitre et de leur sens critique.



La censure bat son plein pour étouffer la pensée contraire à la doxa retenue, on bloque les médias véhiculant d'autres thèses, on bannit des plateaux celles et ceux qui pensent différemment, en ne tolérant que quelques-uns pour mieux donner le change ; souvent d'ailleurs, ces derniers sont humiliés en public. Un exemple illustre cela : Au début de la guerre d'Ukraine, les médias russes avaient été tout simplement interdits sur le sol européen mais quand, à la même époque, les dirigeants du Mali avaient décidé de suspendre la diffusion de RFI et France24, l'Europe, agissant en meute, a dénoncé « cette grave atteinte à la liberté de la presse », secondée et amplifiée par les protestations de Reporters Sans Frontières. Cette ONG, qui n'est finalement qu'une officine de propagande occidentale, comme Amnesty International, Freedom House ou encore Human Rights Watch, déroule sans aucun complexe sa politique du deux poids deux mesures.

Puis arrive l'ère des réseaux sociaux, qui libère la parole certes mais fait aussi la part belle au grand capital et à l'irruption de la Big Tech dans l'espace politique, bousculant les équilibres et le confort politique des élites classiques. En Europe, sur ces réseaux sociaux fortement cadrés et contrôlés, l'extrême-droite et la finance sont d'abord attaquées, avant que la parole ne soit finalement soumise, à travers et grâce à l'argent d'un grand capital de plus en plus droitisé. Et c'est la gauche régulatrice qui devient la plus ciblée, diabolisée, où qu'elle soit, accusée d'antisémitisme (contre les Juifs) et de laxisme migratoire (contre les Subsahariens et les Arabes, de préférence musulmans). On voit par exemple le sort, inexplicablement rude, réservé à la France insoumise et à son chef Mélenchon en France..

Il en va différemment aux Etats-Unis où Donald Trump a su s'adresser aux différents groupes minoritaires, agréger leurs mécontentements et les mobiliser sous sa bannière. Il ne cache rien et ne se cache derrière rien, il dit ce qu'il pense et pense ce qu'il dit, il se lance garde haute contre l'école et les codes du genre, l'immigration, les entraves à l'expression, la régulation... Ayant été largement élu en promenant sur tout le territoire ses idées hégémoniques, racistes, xénophobes et nationalistes, il peut critiquer les Européens de ne pas faire pareil, et son vice-président J.D. Vance, la semaine dernière à Munich, a vertement tancé son auditoire européen, lui reprochant de brider la liberté d'expression, de bafouer les valeurs communes et, surtout, d'avoir peur des peuples. Il est vrai que l'instrumentalisation de la justice en France contre Marine Le Pen a de quoi questionner et inquiéter. Les Américains font pire aujourd'hui en matière de censure et de mise sous pression des médias et des juges, mais ils détiennent le trident du pouvoir actuel, puissance militaire, puissance économique, puissance technologique, et de ce fait, leur dénonciation des Européens est aussi intéressante qu'édifiante.

Cette guerre idéologique menée par Washington contre l'Europe est donc une guerre fratricide entre des Américains qui décident de prendre en otage, au grand jour, leur démocratie, qui versent de plus en plus rapidement dans des postures fascisantes, puis fascistes, et des Européens qui connaissent une radicalisation accélérée vers la droite extrême, comme on le voit un peu partout sur le Vieux Continent. La seule extrême-droite honnie en Europe est celle qui en Europe de l'Est, s'ouvre en direction de Moscou.

### **Il faut donc déterminer les conditions et les modalités de cette inclusion.**

En définitive, nous avons affaire à une Europe des élites de plus en plus limitée idéologiquement, décomplexée et arrogante, frappée de cécité géopolitique l'empêchant de voir l'inéluctable rapprochement entre deux fascismes dominants, celui de Trump aux Etats-Unis et celui de Poutine en Russie. Quand cette union se fera, et elle se fera dans les prochains mois, quand la gauche européenne sera définitivement diabolisée et cornérisée, les survivants de la politique européenne pourront voir à loisir qui est leur ennemi existentiel dans le duo Russie-Amérique.

Et même l'extrême-droite est-européenne finira par rejoindre ses consœurs de l'ouest du continent, après avoir été à Moscou et fait le tour par les Etats-Unis désormais amis à la Russie et « suzerains » de l'extrême-droite européenne occidentale.

Mais il sera trop tard... l'Ukraine sera pillée et mise en coupe réglée, le Donbass et la Crimée seront définitivement russes et leur sort réglé, Taiwan et le Groenland seront encore plus menacés et l'Europe, désindustrialisée, déconsidérée, décapitalisée... décapitée. Oui, les dirigeants européens ont fait de leur continent le plus bête du monde.

**Rédigé par Aziz Boucetta**



## Snobisme ou incapacité ? L'UE face à ses défis

**L'Union européenne, souvent perçue comme un modèle de coopération internationale, traverse une période de doute profond.**

### **L'Europe en crise : un modèle à réinventer**

Derrière son apparente solidité institutionnelle, les critiques se multiplient, dénonçant un excès de prétention et un manque d'adaptation aux réalités contemporaines. Certains observateurs n'hésitent pas à parler d'un "snobisme institutionnel" qui pourrait précipiter son déclin.

Depuis sa création, l'UE s'est bâtie sur des idéaux de paix, de solidarité et de prospérité partagée. Mais aujourd'hui, ces valeurs semblent fragilisées par des divisions internes, une bureaucratie lourde et une incapacité à répondre aux crises majeures, qu'il s'agisse de la pandémie, de la guerre en Ukraine ou des tensions économiques avec les États-Unis et la Chine.

L'une des critiques majeures adressées à l'Union est son incapacité à se réinventer, alors que le monde évolue rapidement, l'UE reste enfermée dans des schémas traditionnels, souvent perçus comme déconnectés des réalités des citoyens.

Par exemple, la gestion des crises migratoires a révélé des fractures profondes entre les États membres. De même, les politiques économiques, dictées par des règles strictes, peinent à répondre aux besoins des pays les plus fragiles.

À l'échelle internationale, d'autres blocs, comme l'ASEAN en Asie ou le Mercosur en Amérique latine, adoptent des approches plus flexibles et pragmatiques. Ces modèles pourraient inspirer l'UE dans sa quête de renouveau.



L'Union européenne doit impérativement repenser son fonctionnement pour rester pertinente. Une réforme profonde, basée sur une écoute accrue des citoyens et une simplification des processus décisionnels, pourrait inverser la tendance.

**Rédigé par Mamoune ACHARKI**

# Participation politique des jeunes: une étude de Tizi révèle les enjeux et les pistes d'action

**À un an des élections législatives de 2026, une enquête interpelle sur l'implication des jeunes dans la vie politique. Le centre Tizi, qui œuvre depuis 2011 pour la jeunesse marocaine, a mené une étude significative sur le sujet. Les conclusions dressent un état des lieux et proposent des pistes pour encourager les jeunes à réinvestir le champ politique.**

À l'approche des élections législatives de 2026, la question de la transition démocratique, à l'ordre du jour depuis plus de deux décennies, et celle de la participation des jeunes dans la politique marocaine se posent avec acuité. Le centre Tizi, engagé depuis 2011 dans un «projet d'espoir et de confiance en la jeunesse marocaine», a souhaité apporter sa contribution en réalisant une enquête. Les résultats de cette étude sont révélateurs et offrent des pistes concrètes pour favoriser l'engagement politique des jeunes, de nature «à leur faire réinvestir le champ politique».

L'examen de la composition des listes électorales conduit à plusieurs observations. La première regarde le fait qu'en 2011, la part des jeunes inscrits a été de 30 % dans un collège global d'électeurs de 13,4 millions d'électeurs. L'explication tient à la séquence particulière de cette année-là, le printemps arabe et son prolongement marocain du Mouvement du 20 février.

Ce pourcentage a ensuite enregistré une contraction (25 % en 2016 puis 27 % en 2021), accentuée à hauteur de 20% selon les chiffres disponibles en mars 2024. Il y aurait ainsi une sorte de plafond de verre qui limite durablement –et sans doute structurellement– l'insertion des jeunes dans la vie électorale et partant démocratique.

*«Les jeunes, qui n'adhèrent que très peu aux partis politiques, estiment qu'ils ne sont pas «représentatifs» et qu'ils sont davantage préoccupés par les intérêts personnels ou le clientélisme.»*

Selon les chiffres du HCP en 2023, cette tranche d'âge atteint 2,8 millions de jeunes, soit près de 32% de la population totale. En attendant les chiffres plus affinés du recensement de septembre dernier, on peut estimer que ce pourcentage sera pratiquement d'un tiers pour une population globale de 36,8 millions de personnes. Qu'en dire? Que dans cette tranche d'âge, moins de 3,4 millions de jeunes étaient inscrits sur les listes en mars dernier. À cette même date, le total des inscrits était de 17,2 millions de personnes. Il tournera autour de 18 millions en janvier 2025.

Sur ces mêmes bases, comment construire la citoyenneté des jeunes? Les deux tiers d'entre eux –soit quelque 8 millions d'individus– ne sont pas inscrits sur les listes électorales. Ni le «droit personnel» ni le «devoir national», tous deux consacrés par la Constitution



(article 30, al.2), ne sont exercés ou assumés. Pour résumer, on peut identifier deux ensembles: une société «inclusive» regroupant un corps électoral de 17 à 18 millions d'individus et une autre, plus importante, d'environ 26 millions, correspondant au nombre potentiel de citoyens en âge de voter. Cette base électorale restreinte, considérée comme le premier stade de la démocratie, doit être renforcée et consolidée.

La composition des électeurs durant la période 2011–2021 apporte des enseignements intéressants, notamment en ce qui concerne la participation des jeunes. On constate une évolution de leur nombre: 1,9 million en 2011, représentant 32% des votants, 1,57 million en 2016 (24%) et 2,5 millions en 2021.

L'enquête s'attache, par ailleurs, à examiner, sur la base d'un benchmark international, la participation des jeunes Marocains au vote. Avec 29% de participants seulement, contre 20% en Tunisie, le Royaume est loin derrière la France (41%), l'Inde (46%), le Canada (54%), la Suède (78%) et l'Australie (87%). Il y a donc beaucoup à faire pour améliorer ce chiffre et s'insérer dans le cercle vertueux des démocraties bénéficiant d'une large assise électorale.

Plusieurs raisons peuvent expliquer le faible engagement des jeunes dans le processus électoral, selon l'étude: une certaine défiance vis-à-vis de la politique, un manque d'éducation civique, les difficultés économiques liées au chômage et à la précarité, le sentiment que leur vote n'aura pas d'impact réel, et enfin, l'inefficacité des campagnes de sensibilisation mises en place.

Afin d'améliorer la participation des jeunes au vote, l'étude formule plusieurs recommandations. Elle préconise notamment un renforcement de l'éducation civique à travers des modules

d'apprentissage sur l'histoire et les institutions marocaines, ainsi que sur les processus démocratiques. L'étude suggère également de cibler les jeunes avec des campagnes de sensibilisation adaptées et de créer des espaces de dialogue pour les encourager à s'engager. Enfin, elle met en avant la nécessité d'une modernisation des partis politiques, qui souffrent d'un manque d'attractivité auprès des jeunes. Ces derniers, qui n'adhèrent que très peu aux partis (seulement 2%), estiment qu'ils ne sont pas «représentatifs» et qu'ils sont davantage préoccupés par les intérêts personnels ou le clientélisme.

Les réseaux sociaux trouvent là une fonction à nulle autre pareille: celle de la communication et de la sensibilisation, celle d'un lien social ravivé, nourri, offrant un cadre citoyen de dialogue. De débat. Et d'interpellation.

**Il faut donc  
déterminer  
les conditions  
et les  
modalités de  
cette  
inclusion.**

Il paraît ainsi difficile d'escompter une réforme des modes de direction et de gouvernance de ces formations partisans. À des titres divers, elles gèrent et reproduisent une gouvernance marquée du sceau de la gestion d'un «statut» s'apparentant à une fructification d'une sorte de «rente» politique.

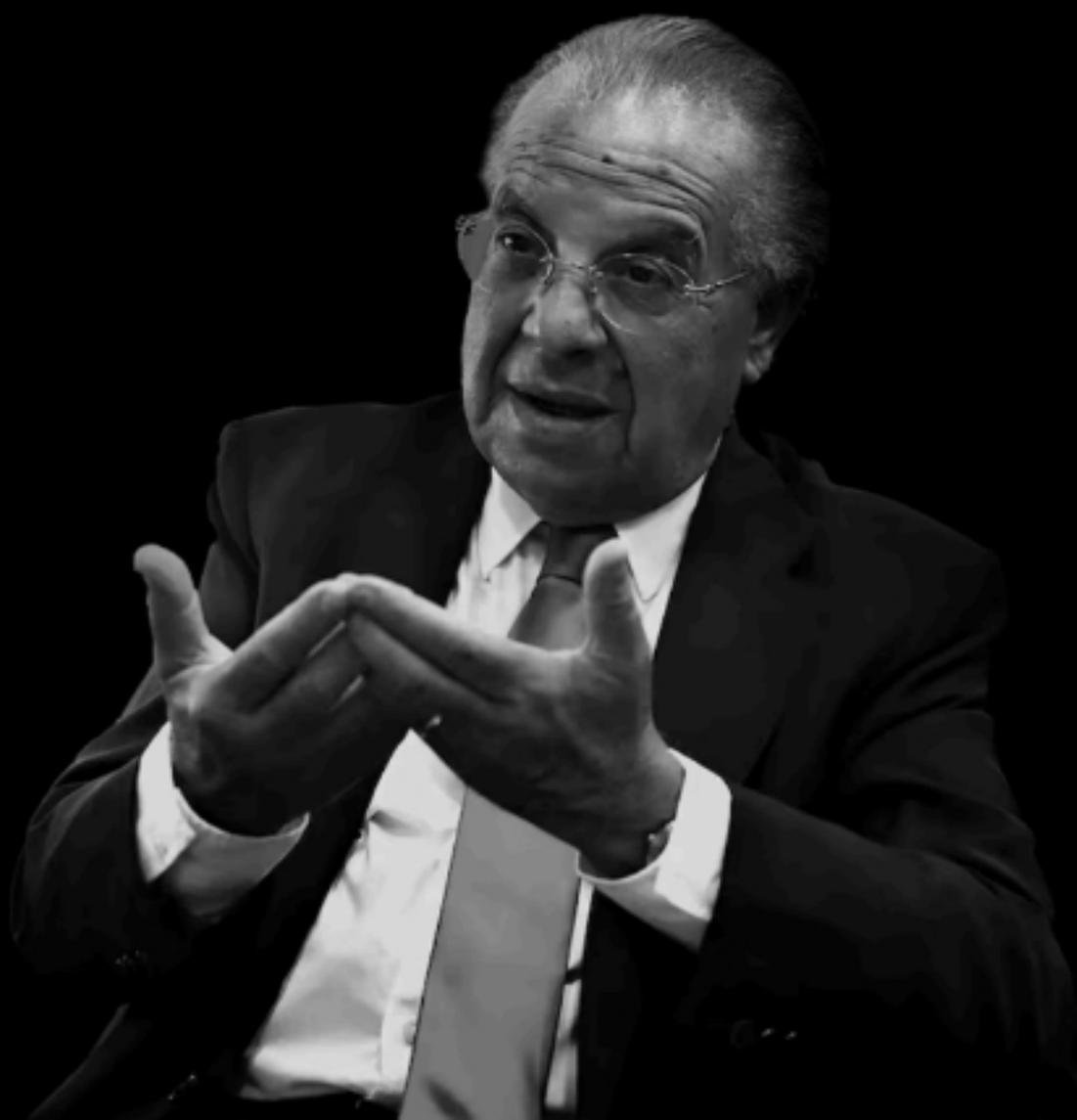
Dans le champ social, il n'est pas étonnant d'observer les jeunes s'engager davantage, notamment dans l'associatif national et local.

Il y a là un capital d'énergie et de mobilisation valorisé par la proximité et le sentiment d'utilité.

Un matériau «brut» mais tellement vivant, effervescent voire éruptif.

Il est essentiel d'intégrer pleinement les jeunes dans le système électoral, institutionnel et démocratique, et de ne pas laisser cet enjeu institutionnel et partisan de côté.

**Rédigé Par Mustapha Sehimi**



## DÉSORMAIS, S'IL Y A UNE GRÈVE GÉNÉRALE AU MAROC, PERSONNE NE S'EN APERÇOIT...

Cette semaine dernière au Maroc, il y avait grève générale. Les centrales syndicales, mécontentes du débat qui a couvert l'adoption de la loi organique sur la grève, se sont senti flouées par le gouvernement et sa majorité et les grands chefs syndicaux ont appelé leurs troupes à observer un débrayage de deux jours. Le Maroc sera à l'arrêt, rien ne marchera et rien ne tournera, puisque secteurs public et privé étaient sommés d'arrêter le travail.

Les deux jours de grève étant passés, les 5 et 6 février, l'heure est au bilan. Pour les syndicats, la grève a été massivement suivie, avec des taux de 80%, tous secteurs confondus ; pour le gouvernement, et le ministère de l'Emploi plus particulièrement, les chiffres sont autrement plus faibles : 32 % dans le secteur public et 1,4 % dans le privé. Qui croire ? Personne sans doute, la réalité est quelque part entre les deux ordres de grandeur.

Mais la question à se poser est la suivante : Comment un monde syndical ne représentant en fourchette haute que 8% des salariés dans le pays peut-il réussir à faire débrayer environ 40% de ces travailleurs (il semblerait que le chiffre de 80% des syndicats soit quelque peu saugrenu) ? Comment ne pas penser à évaluer quelle partie des grévistes (il y en a eu tout de même) a débrayé plus pour goûter aux délices d'un ou deux jours de congé inespéré que pour une hypothétique adhésion à une grande politique syndicale nationale ?

Et puis, une autre question, subsidiaire, peut être également soulevée : De quel monde syndical nous entretenons-nous alors que sur les trois grandes « centrales » syndicales, UMT, CDT et UGTM, la dernière ne fait non seulement pas grève, étant affiliée au parti de l'Istiqlal, mais a présidé la Chambre des conseillers trois années durant en la personne de son toujours secrétaire général Naâm Milyara ?

En France, l'ancien président Nicolas Sarkozy avait dit un jour de 2008 que « désormais, quand il y a une grève en France, personne ne s'en aperçoit ». Et bien au Maroc, c'est pareil ! 10, 20, 30 ou même 125%, ces deux jours de la semaine dernière, personne dans le pays ne parlait, ne se préoccupait, ne s'inquiétait, voire même ne s'alarmait d'une grève générale. Une grève générale, au Maroc et ailleurs, mais surtout au Maroc, est synonyme de crise politique, de mouvements sociaux d'importance, d'insécurité en raison des troubles occasionnés par les piquets de grève et la police anti-piquets de grève ; ce n'était pas le cas cette fois-ci

Il faut dire que dans le monde actuel, celui de la finance et de la mondialisation, celui du capital et de la flexibilité, la voix syndicale n'est plus aussi audible. Et comme pour tous les secteurs, et dans tous les pays, la qualité du leadership s'érode et le syndicalisme se détricote. On est passé d'un syndicalisme incarné par des icônes, des personnages emblématiques, militants dans l'âme, ne craignant rien ni



personne, vivant humblement... à des leaders en boutons de manchettes, aimant la vie et faisant ami-ami avec les puissants du moment, tout en jetant de temps à autre un œil furtif vers le haut. Des leaders inamovibles, généralement âgés, qui peinent à se faire entendre et encore plus comprendre par une population majoritairement jeune et à laquelle le syndicalisme ne parle pas ; à la place, comme pour les influenceurs qui surclassent les partis, les coordinations sont en passe de remplacer les syndicats.

Pourquoi cette grève ? Si elle avait été envisagée au début du long processus de tractations conduit par le ministre Younes Sekkouri, quand même le CESE contestait la nature sécuritaire du projet de loi organique, quand des dispositions farfelues et effectivement liberticides y figuraient, on aurait peut-être compris... mais là, faire débrayer (ou du moins essayer), alors que le gouvernement a entériné l'écrasante partie des revendications salariales, on comprend moins. Interrogés, les chefs syndicaux, furieux, disent que le projet de loi, dans l'une et l'autre des Chambres, est passé à la hussarde, sans consensus.

En fait de « hussarde », rappelons que la majorité est confortablement calée sur les deux tiers des députés et – les choses étant moins claires dans la Deuxième Chambre – un bon paquet de conseillers. La majorité numérique confortable, décriée par les syndicats, est on ne

peut plus légale et légitime, et il faut rendre grâce au gouvernement (si, si !) d'avoir joué le jeu démocratique alors que, comme Abdellah Benkirane en son temps, ils auraient pu passer par le parlement et contourner les centrales.

Et ces syndicats de menacer, donc... Les syndicats, et en proue l'UMT et son patron l'inamovible Miloudi Moukharik, promettent des grèves pour les retraites, remettent en cause les tenues du Dialogue social qui, il est vrai, n'appartient pas aux préoccupations premières du chef du gouvernement Aziz Akhannouch. On se demande bien où M.

**Et ça, c'est plus dur que convaincre des syndicats qui, de toutes les manières, ne pèsent plus grand-chose, voire sont volatils.**

Moukharik a puisé cette inspiration de tout bloquer, pour officiellement faire tout avancer ; peut-être faudrait-il y lire un signe politique, à l'approche des élections... sans doute que les idées et les inspirations respectent elles aussi les lois de la nature et de la gravitation, de haut en bas... il se pourrait, qui sait ?

Cette année, en tout état de cause, les syndicats fêteront leur 1er mai, dix ans après cette très étrange fête du Travail qu'ils avaient décidé de... boycotter ! Il est vrai que le chef du gouvernement était Abdellah Benkirane, l'homme qu'on aimait tant détester chez les syndicats (et ailleurs), mais l'homme qui leur avait lancé un pastiche de Staline : « Les syndicats, combien de divisions ? ». Ce n'était assurément pas gentil ni délicat, mais c'était juste et pertinent.

Aujourd'hui, les centrales fulminent de colère et ruminent leur rage. Ils promettent de tout casser (enfin, façon de parler...), de tout arrêter, de tout rejeter, si cette loi sur la grève, dont la gestation n'a par ailleurs que trop duré, est maintenue. Alors même que le problème n'est plus là, mais dans le code du travail, le système des retraites, la nature et la force des entreprises, l'éthique du patronat et l'intelligence politique du gouvernement..

Rédigé par Aziz Boucetta



**L'ODJ**  
L'OPINION DES JEUNES



**Rejoignez notre chaîne WhatsApp  
pour ne rien rater de l'actualité !**



SCAN ME

@lodjmaroc      

## LE LOBBY DE RÉAMÉNAGEMENT DES STADES A LES DENTS LONGUES..

**Avec les chantiers de la CAN 2025 et ceux de la Coupe du Monde 2030 , le lobby du BTP a le vent en poupe !**

Avec la CAN 2025 et les chantiers de la Coupe du Monde 2030 , on ne peut pas dire que le lobby BTP ne soit pas monté au créneau avec des chantiers très coûteux de réaménagement des stades . Et également, de construction d'un nouveau stade et de nouvelles infrastructures.

Il y a quelques semaines, lors du tirage au sort de la CAN 2025 qui doit se dérouler au Maroc dans moins de dix mois, il a été annoncé que la capitale du Royaume aurait quatre stades qui abriteront la compétition.

Outre le complexe Moulay Abdallah, trois autres stades sont désormais au menu de la Coupe d'Afrique : le stade Moulay Hassan, le stade Barid , et le stade Belvédère, ex stade du FUS .

Les quatre stades de Rabat sont en cours de rénovation et il va sans dire que cette surprenante décision va faire de l'ombre aux autres villes. Ainsi , si la moitié de la compétition se déroulera à Rabat, seulement trois rencontres sont prévues au légendaire complexe Mohamed 5 de Casablanca et il est légitime de penser que l'esprit du football a été sacrifié et méprisé au profit d'autres considérations.

On pouvait espérer que le football et la Coupe d'Afrique puissent être des vecteurs de justice spatiale , mais malheureusement il sera question de consacrer les disparités territoriales et les injustices régionales alors qu'il y avait matière à faire mieux en faisant participer d'autres villes à la grande fête du football africain.

Il y a un stade à Oujda qui a été récemment rénové pour deux rencontres des Lions de l'Atlas, mais il n'a jamais été question de le retenir pour la CAN alors que la région de l'Oriental aurait pu prétendre faire partie des villes hôtes.

Même chose pour Kenitra , El Jadida , Mohammedia et peut-être même Meknès et Tétouan. Sinon, le complexe Adrar d'Agadir risque de ne pas être prêt en décembre pour accueillir la compétition.

Ainsi, s'il y a certainement un très gros business autour et avec la rénovation des stades , on n'ira pas jusqu'à dire que le lobby des BTP a les mains assez longues pour imposer que quatre stades de Rabat soient retenus pour la CAN au détriment d'autres villes.

Il y a un pas que nous ne franchirons pas puisque tout cela relève de la pure spéculation impossible à prouver même si les faits sont avérés car il n'y a jamais de fumée sans feu !

Libre à vous de voir des scandales partout et de jeter de la suspicion , mais honnêtement il s'agit juste d'une décision inattendue et incompréhensible à maints égards! Et libre à d'autres de justifier , comme à leur habitude , l'injustifiable !



Le lobby du BTP ne fait pas dans le sentiment : tant pis pour la justice spatiale et les disparités territoriales et régionales !

Le lobby de réaménagement des stades a certainement les dents longues etc chez ces messieurs du BTP on ne fait pas dans le sentiment : tant pis pour la justice spatiale et les disparités territoriales et régionales !

Avec les chantiers de la CAN 2025 et ceux de la Coupe du Monde 2030 , le lobby du BTP a effectivement le vent en poupe , mais il y a une évidence toutefois, c'est que des groupes privés au savoir -faire connu et reconnu il en faut de manière incontournable sur la scène et la sphère économique, sinon on aurait dû les inventer !

Mais à condition que les règles du jeu soient respectées dans la transparence sans que les intérêts du lobby des BTP ne passent avant tout et au détriment de considérations que le citoyen lambda et l'opinion publique ne soupçonneront probablement pas !

Et l'on ne peut taxer le comité d'organisation et la FRMF d'improvisation puisque les stades de Rabat sont en cours de travaux depuis près d'un an : autrement dit, la décision avait été prise il y a quelques mois, sauf qu'elle n'a été rendue publique que lors de la cérémonie du tirage au sort au Théâtre national Mohamed 5 .

Et pourtant, dans le BTP on ne chôme absolument pas avec les barrages en construction, les stations de traitement et de dessalement, les autoroutes, et autres infrastructures portuaires , aéroportuaires ou ferroviaires qui connaissent pour un moment encore un grand boum !

Si les opérations de restauration des stades coûtent énormément cher aux contribuables sans aucune garantie que cela puisse rapporter grand chose aux caisses de l'Etat, tant qu' aucune stratégie de rentabilisation conséquente et efficiente n'est adoptée , la construction de nouveaux stades pouvant s'avérer être une aberration sociale et économique. Ainsi, si le Maroc entend construire le plus grand stade du monde à Benslimane, il n'y a aucune garantie que la finale de la Coupe du Monde puisse effectivement y être jouée puisque l'Espagne fait un forcing acharné auprès de la FIFA et souhaite avoir douze villes hôtes et que le Maroc en ait une de moins , c'est à dire juste cinq et plus de coupe du Monde à Fes !

Il est fortement à craindre qu'on ait mis la charrue avant les boeufs et que franchement, on soit en train de construire un stade pour absolument rien du tout, puisqu'il n'est même pas acquis que les deux grands clubs Casablancais soient d'accord pour y évoluer. Pour revenir à nos moutons, au cours des vingt dernières années le

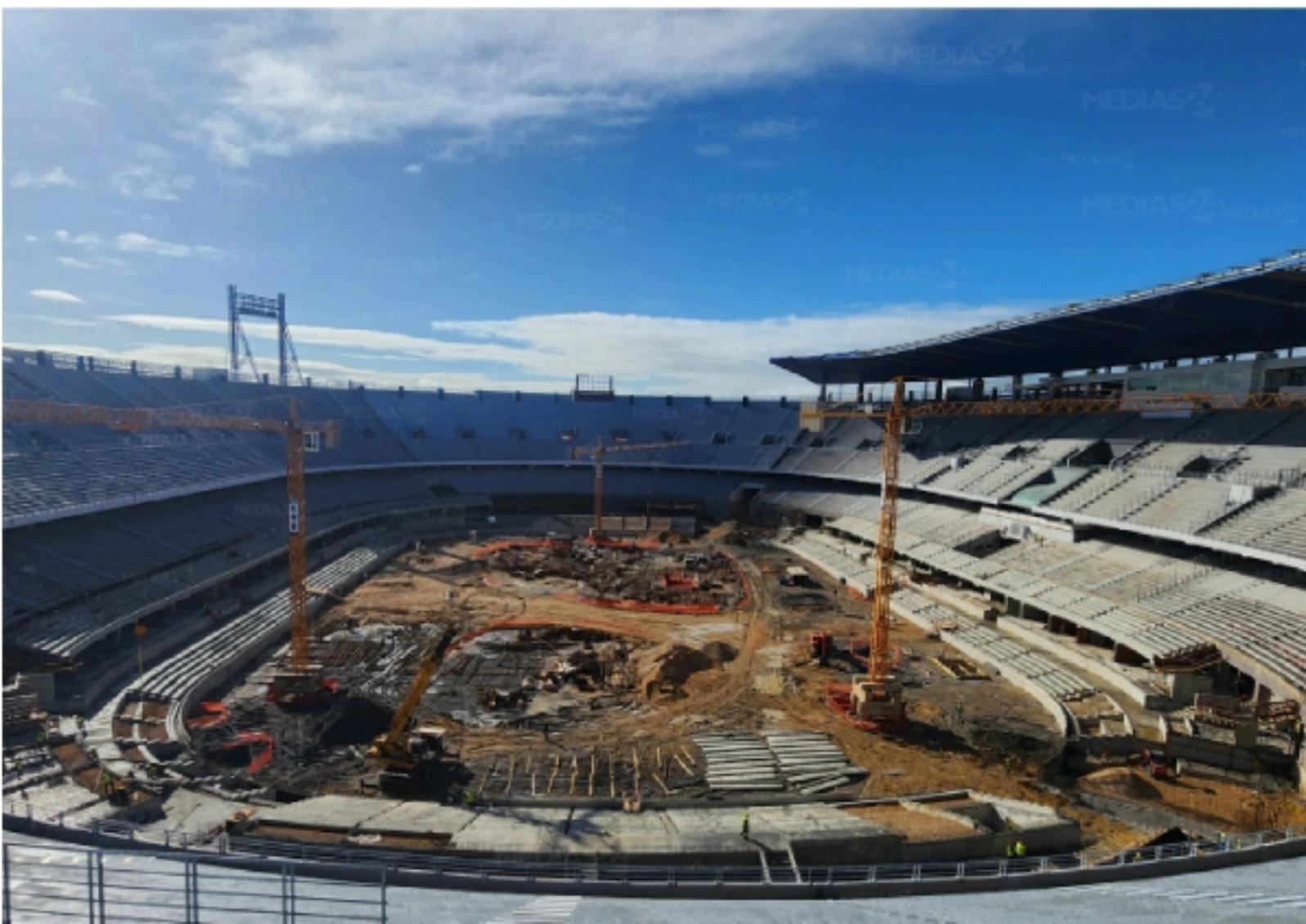
**c'est de la  
politique avant  
tout et puis  
surtout  
beaucoup,  
vraiment  
beaucoup  
d'argent..**

complexe Mohamed 5 de Casablanca avait connu plus de dix fermetures pour réhabilitation, et la Cour des Comptes n'avait pas manqué d'alerter que malgré les centaines de millions de dh de budget, les travaux n'étaient pas toujours menés à bon port et encore moins les audits de contrôle.

C'est dire la gabegie qui peut entourer ces opérations de réhabilitation alors que le Botola Pro est carrément torpillée et sabordée par les fermetures à répétition des stades et que les clubs ne savent plus à quel saint se vouer pour gérer normalement la compétition avec presque plus de recettes !

Et malheureusement, il faudra se résigner à se rendre à l'évidence car le football aujourd'hui c'est de la politique avant tout et puis surtout beaucoup, vraiment beaucoup d'argent..

**Rédigé par Hafid Fassi Fihri**



# TRIBUNE : UN MINISTRE PEUT-IL ENCORE DIRE LA VÉRITÉ AU MAROC ?

*L'ISTIQLAL RESTE FIDÈLE À LUI-MÊME, AU GOUVERNEMENT COMME DANS L'OPPOSITION*

**Qui pourrait reprocher à un ministre de dénoncer les hausses illégitimes des prix ?**

La vie chère est sur toutes les lèvres au Maroc. Chaque passage au marché devient un casse-tête pour les ménages, étranglés par des prix qui s'envolent. L'opposition en fait son cheval de bataille, mais lorsqu'un ministre en exercice pointe du doigt la spéculation, la situation prend une autre tournure.

C'est précisément ce qu'a fait Nizar Baraka, secrétaire général du Parti de l'Istiqlal et ministre de l'Équipement et de l'Eau. Lors d'un meeting à Ouled Frej, il a ouvertement dénoncé les pratiques spéculatives sur les produits alimentaires, notamment la viande rouge et le poulet. Ses mots sont tranchants, son ton sans appel : certains acteurs du marché profitent des subventions publiques sans que les consommateurs en ressentent les bénéfices.

Baraka a révélé ce que beaucoup soupçonnaient : des importations subventionnées qui finissent sur le marché à des prix prohibitifs. « Lors de l'Aïd Al-Adha, nous avons autorisé l'importation de moutons avec une aide de 500 dirhams par tête. Pourtant, certains les ont fait entrer à 2.000 dirhams pour les revendre à 4.000 ! » s'est-il indigné sous les applaudissements de son auditoire.

Le ministre ne s'est pas arrêté là. Il a interpellé directement les producteurs de viande rouge et de volaille, les appelant à réduire leurs marges au nom de la justice sociale. « Nous sommes en Chaâbane, craignez Allah ! Arrêtez de vous enrichir sur le dos des Marocains et réduisez vos profits. » Une phrase lourde de sens qui reflète la frustration populaire face aux inégalités croissantes.

Mais au-delà du coup d'éclat comme certain le pense, une question cruciale se pose : comment un ministre peut-il critiquer une situation dont il est en partie responsable ? Moins de trois semaines auparavant, la majorité gouvernementale menée par Aziz Akhannouch affichait un front uni, affirmant sa détermination à combattre l'inflation. Pourquoi cette soudaine dissonance ?

**La réponse est simple : le Parti de l'Istiqlal a toujours été fidèle à lui-même, que ce soit au gouvernement ou dans l'opposition.**



Son histoire politique est marquée par une posture équilibrée entre engagement institutionnel et indépendance d'esprit. En prenant la parole aussi frontalement, Baraka ne trahit pas la ligne de son parti : l'Istiqlal a toujours été un acteur pragmatique, prêt à dénoncer les abus, même de l'intérieur du pouvoir.

En dénonçant la spéculation et la flambée des prix, Baraka assume un positionnement clair : il défend l'intérêt des citoyens avant la solidarité gouvernementale. Cette prise de parole, loin d'être un simple calcul politique en vue de 2026, reflète la pression exercée sur son électorat, particulièrement touché par la crise économique.

**Mais cette indépendance affichée peut-elle fragiliser la coalition actuelle ? Non, L'Istiqlal cherche simplement à rappeler que son engagement ne signifie pas aveuglement ?**

Une chose est certaine : en prenant ses distances avec le discours officiel, Baraka remet sur la table une question essentielle : le gouvernement a-t-il réellement les moyens et la volonté de juguler l'inflation et de protéger le pouvoir d'achat ?

Fidèle à son ADN politique, le parti continue de se positionner en garant d'un équilibre fragile entre gouvernance et contestation. **Dans un Maroc où les tensions sociales montent, cette stratégie ne peut que s'avérer que réaliste politiquement parlant**

Rédigé par Adnane BENCHAKROUN

# TRIBUNE : FACE À FACE DES POLITIQUES ET DES ÉCONOMISTES

## Pourquoi les politiques et les économistes ne doivent pas tout comprendre (et c'est tant mieux)

Dans le grand théâtre des affaires publiques, une dichotomie persiste : les hommes politiques, bien souvent, ne comprennent pas grand-chose à l'économie ni au fonctionnement des entreprises. En parallèle, les économistes, aussi brillants soient-ils dans leur discipline, se perdent souvent dès qu'ils mettent un pied dans l'arène politique. Et, contrairement aux apparences, cette séparation des rôles n'a rien d'une tare. Bien au contraire, elle est peut-être même salutaire.

Loin d'être une simple incompatibilité des compétences, cette distinction traduit des logiques fondamentalement différentes : l'une fondée sur le pragmatisme et la quête du pouvoir, l'autre sur la rationalité et les modèles théoriques. Dans une société où tout s'entremêle, vouloir qu'un économiste devienne un bon politicien (ou l'inverse) relève d'une illusion. Et si, au fond, ce cloisonnement était une nécessité ?

### Le politique : un funambule entre les intérêts et les émotions

L'homme politique est avant tout un stratège. Son rôle n'est pas tant d'avoir une compréhension technique de l'économie que de savoir convaincre, fédérer et arbitrer entre des intérêts divergents. Il navigue dans une mer de contradictions, où l'économie n'est qu'un paramètre parmi d'autres.

Un dirigeant trop imprégné d'économie risquerait d'oublier une chose essentielle : la politique n'est pas une science exacte, mais un art du compromis. Gouverner, c'est trancher entre des décisions qui ne sont jamais parfaites. Or, un économiste, avec son approche fondée sur des modèles théoriques et des projections, peut être tenté de croire qu'il existe une solution optimale à tout problème. Mais dans la réalité politique, ce qui est économiquement rationnel peut être socialement inacceptable.

Prenons un exemple concret : les réformes du marché du travail. D'un point de vue purement économique, il serait rationnel de flexibiliser les contrats de travail pour dynamiser l'emploi. Pourtant, un tel choix peut provoquer une instabilité sociale, un rejet populaire et, au final, un blocage politique. C'est ici que le politique entre en scène : il doit tempérer l'évidence économique avec les sensibilités sociales, quitte à opter pour une solution imparfaite mais acceptable.



De plus, la politique est soumise à une temporalité électorale. Un économiste pourra prêcher des réformes à long terme, mais un dirigeant doit composer avec l'urgence du présent et l'impatience de ses électeurs. Là encore, ce qui semble économiquement sensé peut être politiquement suicidaire.

### L'économiste : un théoricien face à une réalité chaotique

À l'inverse, si beaucoup d'économistes brillants échouent en politique, ce n'est pas par manque d'intelligence, mais parce qu'ils sont formés à raisonner dans un cadre où la logique prime sur le rapport de force. Or, la politique est tout sauf logique. Elle est faite de perceptions, de symboles et d'émotions.

L'économiste, avec ses modèles et ses statistiques, cherche des équilibres optimaux. Mais la politique ne fonctionne pas sur des courbes et des chiffres : elle est traversée par des intérêts contradictoires, des groupes de pression, des jeux d'influence. Un économiste qui entre en politique avec la conviction que la meilleure solution économique l'emportera sur les intérêts politiques risque de connaître une chute brutale.

Un exemple frappant est celui des politiques d'austérité. De nombreux économistes affirment que réduire les déficits est une priorité absolue pour assurer la stabilité financière d'un pays. Mais politiquement, les mesures d'austérité sont souvent un poison électoral : elles provoquent du mécontentement, des manifestations et, parfois, l'effondrement des gouvernements qui les mettent en œuvre. Ce décalage entre l'évidence économique et la réalité politique illustre bien la difficulté d'être à la fois économiste et politicien.

### **Une complémentarité indispensable**

Plutôt que de voir cette séparation comme un problème, il faut la considérer comme une nécessité. L'économiste est là pour éclairer les débats, pour proposer des pistes rationnelles, mais il ne peut pas gouverner seul. Le politique, lui, doit écouter les économistes, mais aussi les sociologues, les citoyens, et composer avec les rapports de force.

Le danger survient lorsque l'un tente de jouer le rôle de l'autre. Un politicien qui se prend pour un économiste risque de prendre des décisions déconnectées de la réalité sociale. Un économiste qui veut faire de la politique risque de sous-estimer la complexité du pouvoir.

C'est pourquoi il est préférable que chacun reste à sa place. L'économiste doit fournir des analyses, alerter sur les risques, mais il ne doit pas imposer ses conclusions comme des vérités absolues. Le politique, quant à lui, doit prendre en compte ces analyses tout en intégrant les dimensions humaines et stratégiques du pouvoir.

### **Un équilibre fragile mais nécessaire**

L'économie et la politique sont deux disciplines inséparables mais distinctes. Vouloir fusionner les deux reviendrait à créer des décideurs aveuglés par la technocratie ou des économistes réduits à des politiciens opportunistes.

Si beaucoup d'hommes politiques ne comprennent rien à l'économie, c'est parce que leur mission est avant tout de gouverner un peuple, pas de maximiser des courbes de croissance. Et si beaucoup d'économistes sont déconnectés des réalités politiques, c'est parce qu'ils cherchent des vérités universelles dans un monde où tout est relatif.

Au final, ce cloisonnement est peut-être la meilleure garantie d'un équilibre fragile mais nécessaire entre rationalité et pragmatisme. Car un monde gouverné par des techniciens serait froid et insensible, tandis qu'un monde dirigé sans aucun regard économique sombrerait dans l'improvisation. L'essentiel est de faire dialoguer ces deux mondes sans jamais les confondre.

**Rédigé par Adnane Benchakroun**





## Algérie : l'art de se créer des ennemis imaginaires

L'Algérie a une fois de plus surpris la scène internationale avec une déclaration pour le moins insolite. Dans un élan de paranoïa institutionnelle, un ministre algérien a affirmé que 9.000 journalistes à travers le monde conspireraient activement pour nuire à l'image de son pays.

### 9.000 journalistes aux trousses de l'Algérie : une paranoïa institutionnelle à son comble

Une affirmation qui a rapidement suscité des moqueries, mais aussi des interrogations sur l'état d'esprit des dirigeants algériens. Comment un pays peut-il s'imaginer être la cible d'une conspiration mondiale orchestrée par des milliers de professionnels des médias? L'absurdité de cette déclaration n'a d'égal que les efforts déployés par le régime algérien pour détourner l'attention de ses propres défaillances internes.

Cette sortie médiatique s'inscrit dans un contexte régional particulièrement tendu. Depuis plusieurs années, l'Algérie semble s'enfermer dans une posture défensive, oscillant entre victimisation et hostilité envers ses voisins, notamment le Maroc. La récente propagation d'une rumeur sur le prétendu décès du roi Mohammed VI en est l'exemple parfait. Lancée par des médias proches du régime algérien, cette fausse information a été démentie avec fermeté par le Palais royal marocain, qui a rappelé que le souverain jouit d'une bonne santé. Cet épisode, loin d'être isolé, reflète une stratégie récurrente d'Alger : détourner l'attention des nombreux défis internes en alimentant des polémiques externes.

Mais pourquoi une telle obsession? Pour comprendre, il faut remonter à la rivalité historique entre l'Algérie et le Maroc. Alors que le royaume chérifien s'affirme comme un acteur incontournable sur la scène internationale, grâce à une diplomatie proactive et des réformes économiques ambitieuses, l'Algérie semble stagner. Les tensions autour du Sahara occidental, exacerbées par le soutien d'Alger au Front Polisario, ne font qu'aggraver cette rivalité. Dans ce contexte, les déclarations farfelues comme celle des «9.000 journalistes conspirateurs» apparaissent comme une tentative désespérée de justifier les échecs du régime algérien en pointant du doigt des ennemis imaginaires.

Par ailleurs, cette posture nuit gravement à la crédibilité de l'Algérie. Contrairement à d'autres pays



confrontés à des campagnes de désinformation, Alger semble incapable de répondre de manière rationnelle. À titre de comparaison, des nations comme la France ou les États-Unis, souvent ciblées par des fake news, privilégient une approche basée sur la transparence et la communication stratégique. L'Algérie, en revanche, choisit la surenchère et l'exagération, ce qui ne fait qu'accentuer son isolement diplomatique.

Ainsi, en focalisant l'attention sur des menaces extérieures fictives, le régime algérien évite d'aborder les véritables problèmes auxquels le pays est confronté. Chômage endémique, corruption, crise économique... Les défis sont immenses, mais peu de solutions concrètes sont proposées. Pire encore, cette stratégie de diversion risque d'aggraver le fossé entre les dirigeants et la population, de plus en plus méfiante envers les discours officiels.

Cette déclaration sur les «9.000 journalistes» illustre à la fois la paranoïa institutionnelle du régime algérien et son incapacité à affronter ses propres défis. Si l'Algérie souhaite réellement améliorer son image à l'international, elle devra commencer par réformer en profondeur son système politique et économique, plutôt que de chercher des boucs émissaires à l'extérieur. À court terme, il est peu probable que cette stratégie change, mais à long terme, le régime devra faire face à une réalité incontournable : on ne peut pas bâtir une nation sur des illusions.

Rédigé par Mamoune Acharki

# ENTRE UN TRUMP FLAMBOYANT ET UNE UE MAL EN POINT

L'année 2025 s'annonce-t-elle sous les meilleurs auspices pour le Maroc et sa cause sacrée qu'est son intégrité territoriale ?

Les Marocains voient en le retour de Donald Trump à la Maison blanche un bon augure. C'est, après tout, le président américain qui avait reconnu, un 10 décembre 2020, la marocanité du Sahara.

Trump vient, par ailleurs, de nommer comme chef de la diplomatie américaine Marco Rubio, connu pour ses sympathies envers le royaume.

Peter Pham, ancien envoyé spécial des États-Unis pour le Sahel et la région des Grands Lacs du temps du 1er mandat de Trump, soutien déclaré du plan d'autonomie pour les provinces du Sud, est également pressenti pour occuper le poste clé de secrétaire d'État adjoint pour l'Afrique.

Le 22 janvier, le Général Michael Langley, commandant de l'Africom, a signé un protocole d'accord de coopération militaire entre les États-Unis et l'Algérie.

Traduction en langue « trumpienne » : les États-Unis s'intéressent à la sécurité de tous les pays du Maghreb, les navires militaires de ses cinq composants ayant même manœuvré, du 4 au 15 novembre, avec la Marine Us, lors de l'exercice naval « Phoenix express 2024 » qui s'est déroulé dans les eaux tunisiennes. Aussi, pas question d'affrontements entre pays maghrébins.

C'est surtout en matière de droits de douanes qu'il y a quelques inquiétudes à avoir avec l'administration Trump, mais c'est là un autre sujet.

Au Nord de la Méditerranée, la situation diffère. La présidente de la Commission européenne, Ursula Von Der Leyen, compte visiter le Maroc, au cours de la 2ème semaine de février, sans savoir sur quel pied danser.

L'Union européenne tient à ses accords avec le Maroc sur la pêche et l'agriculture. Mais se trouve pieds aux poings liés par la décision de sa Cour de justice, qui a annulé, le 4 octobre 2024, lesdits accords, au prétexte que les habitants des provinces du Sud n'ont pas été consultés.

Comme si les représentants démocratiquement élus de ces derniers, dans les collectivités locales et au niveau des deux chambres du parlement, n'avaient pas leur mot à dire à ce sujet.



Là encore, le Maroc peut se référer à Donald Trump, qui cherche à traiter avec les 27 pays membres de l'Ue séparément. Si l'Ue souffre de schizophrénie, il est toujours possible pour le royaume de négocier de nouveaux accords de pêche et agricoles directement avec les pays européens intéressés.

En attendant que l'Ue retrouve son couloir aérien vers Dakhla, le Maroc savoure ses 300 milliards de Dhs de recettes fiscales, qui dépassent de 10% ses prévisions, tout en étant conscient que la cherté de la vie décline sa classe moyenne.

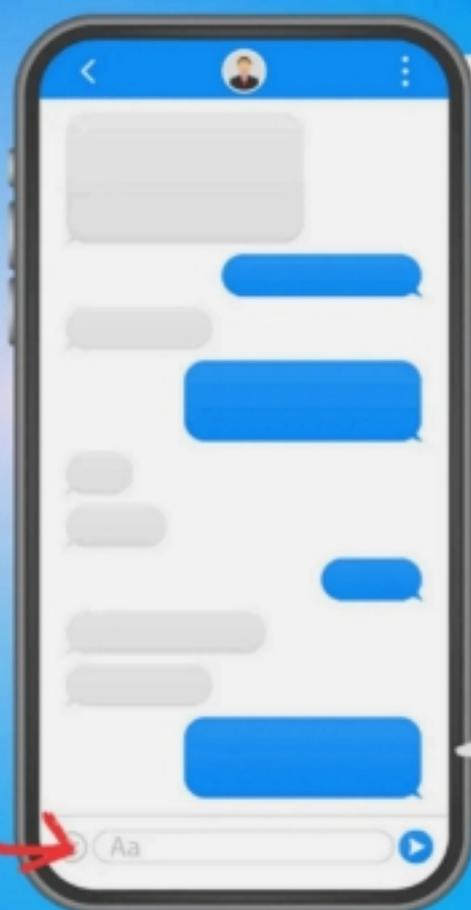
La destination Maroc est restée, toutefois, abordable pour les 17,4 millions de touristes qu'il a accueilli en 2024, un record qui augure de meilleurs chiffres avec les grands événements sportifs programmés lors des prochaines années au royaume.

Le leadership marocain en Afrique est visible, pour les États-Unis, à plus de 6.757 kms (distance séparant Jacksonville Beach en Floride d'Agadir), mais semble plus difficile à percevoir, pour l'Ue, juste à 14 kms au Sud du détroit de Gibraltar.

Rédigé par Ahmed Naji

# L'ODJ CHATBOT

WWW.LODJ.MA



PARLEZ-NOUS À TRAVERS NOTRE NOUVEAU CHATBOT  
ET OBTENEZ DES RÉPONSES INSTANTANÉES, IL EST LÀ POUR  
VOUS AIDER 24H/24.



SCAN ME



## L'AMÉRIQUE DE TRUMP

**Politiquement, aux États-Unis, ce constat au cours des dernières années : celui de l'émergence de deux lignes de pensée distinctes. La première ? Celle des néoconservateurs présumés liés à l'État profond et au capital financier de Wall Street. Ce courant de pensée, défenseur de l'économie virtuelle, a pour pilier la bourse américaine.**

La seconde ? Elle a été personnifiée par la figure de l'ancien président Trump, réélu en novembre dernier. Il a des liens avec l'économie réelle et au complexe industriel américain. Il s'oppose à la délocalisation industrielle massive; il propose la relance de l'économie avec le rapatriement du potentiel industriel américain. Au dehors, il est en faveur d'un accord global avec la Russie et la Chine délimitant leurs intérêts respectifs dans des macrorégions spécifiques du monde.

### Populisme et nationalisme

Le président Trump n'a pas cessé de mettre en cause ce qu'il a appelé l'"État profond" aux États-Unis. Il fait référence à l'existence d'un appareil ou à un réseau de bureaucrates, de fonctionnaires et d'influences permanentes opérant au-delà du contrôle démocratique et des changements dans les administrations présidentielles. Cette idée paraît suggérer qu'il y aurait en fait deux âmes au sein de l'État américain : l'une représentée par le traditionalisme institutionnel et l'interventionnisme mondial associés à des personnalités telles que le précédent président, Joe Biden; et l'autre, par une orientation plus rationaliste, critique et méfiante à l'égard des institutions établies et proche de la figure de Donald Trump. Cette âme est appréhendée comme étant populiste et nationaliste. Elle se décline autour de plusieurs points: critique de l'establishment et du "système" considéré comme un obstacle au changement; le nationalisme et l'Amérique d'abord avec le slogan "America First" se traduisant par une politique étrangère isolationniste; le populisme et l'anti-élitisme aussi exploités par Trump dans un langage et un style particuliers et mettant en exergue les besoins du "vrai peuple américain". De ce point de vue, l'État profond n'est pas l'ossature de la démocratie, mais autre chose : un réseau à combattre pour rendre le pouvoir aux citoyens...

Il y aurait beaucoup à dire sur le retour de Donald Trump à la Maison Blanche. Ainsi l'utilisation massive de Twitter et des médias sociaux (visibilité instantanée, contact direct avec la base, simplification du message tels que "America First" et "Make America Great Again"); les attaques médiatiques et le concept de "fake news" (diabolisation du journalisme traditionnel, polarisation de l'opinion publique); le style provocateur et "politiquement incorrect" (critiques et attaques personnelles, ridicule du "politiquement correct", récit d'une guerre culturelle avec ses partisans, véritables défenseurs de l'identité américaine); l'attention des médias et l'effet



**MUSTAPHA SEHIMI**

mégaphone; et des messages autour de slogans puissants et faciles à mémoriser - "Drainez le marais" contre la "corruption politique à Washington"; "Construisez le mur" à la frontière avec le Mexique pour arrêter l'immigration illégale.

Au total, Trump a fait un usage intensif de la rhétorique populiste. Il s'est ainsi présenté comme le champion du "peuple" contre les élites. Il vise constamment à créer un sentiment d'appartenance et même d'identification entre lui et ses partisans, volontiers dépeints comme une majorité opprimée de gens ordinaires. Le succès de Trump ? Il a été possible grâce à sa capacité à catalyser et à amplifier trois tendances déjà présentes dans le pays: le populisme, le nationalisme et le mécontentement à l'endroit des élites politiques.

### Sentiments mêlés

Le concept "America First" a conduit à des actions dans trois domaines: les réductions d'impôt et des politiques fiscales réformées, la déréglementation avec l'élimination des contraintes pesant sur les entreprises, et la guerre commerciale avec la Chine, l'Europe, le Canada et d'autres - avec le levier du relèvement unilatéral des droits de douane.

Cela dit, le précédent mandat de Trump (2017-2021) et le second entamé depuis un mois ont profondément transformé la perception des États-Unis à l'étranger, générant des sentiments mêlés d'admiration, de perplexité et de désillusion. Les dirigeants et les mouvements politiques de droite et nationalistes, voient en lui, hier et aujourd'hui, un modèle de leadership fort – un exemple de souveraineté nationale, antimondialisme et populisme. Mais c'est de désillusion qu'il faut parler pour de nombreuses démocraties libérales et pays européens du fait qu'il représente une rupture brutale avec les valeurs et les idéaux traditionnellement associés aux États-Unis (affaiblissement des alliances historiques OTAN, UE, scepticisme à l'égard du multilatéralisme, perte de crédibilité de la démocratie américaine, un avenir incertain pour le rôle mondial des États-Unis). Le regard vers l'avenir conduit à cette interrogation de principe : Trump –t-il été un phénomène temporaire ? Ou a-t-il initié une transformation irréversible : celle du trumpisme et de la Nouvelle Droite américaine ?

**Rédigé par Mustapha Sehimi**



## LES EMIRATS ONT-ILS TORPILLÉ LA MOBILISATION DU FRONT ARABE CONTRE TRUMP VOULU PAR L'EGYPTE !?

Plusieurs pays arabes vont répondre à la proposition de Donald Trump de vouloir transformer la bande de Gaza en une « Côte d'Azur du Moyen-Orient ». Malheureusement, le front arabe n'a pas tenu longtemps et risque même de voler en éclats.

### Déplacement des Palestiniens de Gaza : comment Donald Trump met l'Égypte et la Jordanie sous pression

Le plan Trump pour Gaza n'inspire rien de bon au président égyptien Abdel Fattah al-Sissi ni au reste du monde arabe.

Consciente de ne pouvoir seule faire le poids face au projet du président américain Donald Trump de déplacer les Palestiniens de Gaza vers l'Égypte et la Jordanie, le Caire a choisi de mobiliser le monde arabe qui pour une fois affiche son unité, ou presque !

Avec le soutien de la Jordanie, de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis et du Qatar, des alliés traditionnels des États-Unis, Le Caire a mené tambour battant des efforts diplomatiques pour empêcher un tel dessein qualifié de « ligne rouge » et de violation des droits des Palestiniens.

L'Égypte, historiquement médiatrice dans le conflit israélo-palestinien, a adopté la position la plus déterminée contre la proposition de Trump, ulcérée par la menace du président américain de lui couper l'aide des États-Unis si elle refusait, tout comme la Jordanie, d'accueillir sur son territoire les Palestiniens qui seraient chassés de Gaza.

Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a qualifié ce déplacement d'« injustice » à laquelle l'Égypte « ne peut pas participer ». « L'Égypte manque de leviers économiques, mais le soutien des pays du Golfe renforce son pouvoir de décision sur la scène internationale et face à Trump », ajoute-t-il.

La Jordanie, qui accueille déjà 2,3 millions de réfugiés palestiniens, a été tout aussi ferme. Après ses entretiens avec Trump à Washington mardi, le roi Abdallah II a réitéré la « position ferme de son pays contre le déplacement des Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie ».

« Reconstruire Gaza sans déplacer les Palestiniens et s'attaquer à la situation humanitaire désastreuse devrait être la priorité pour tous », a-t-il ajouté.

### Rejet de tout « compromis » !

L'Arabie saoudite, qui avait participé à des pourparlers sous l'égide des États-Unis en vue d'une normalisation des relations avec Israël, a également adopté une ligne dure. Le ministère des Affaires étrangères du royaume a réitéré l'engagement de Riyad en faveur d'un État palestinien et dénoncé toute tentative de « déraciner les Palestiniens ».



MUSTAPHA SEHIMI

Et le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane a clairement indiqué que tout accord de normalisation avec Israël dépendait de la création d'un État palestinien.

Le Bahreïn, un autre pays du Golfe ayant normalisé ses relations avec Israël, a appelé à « l'établissement d'un État palestinien doté d'une pleine souveraineté d'une manière qui permette une coexistence pacifique avec Israël ».

« Crime très grave qui ne peut se produire »

Le chef de l'État libanais Joseph Aoun, porté à la magistrature suprême avec l'aide des États-Unis, a également rejeté mercredi « les propositions qui conduiraient à tout type de déplacement des Palestiniens (...) ou à une atteinte à leurs droits légitimes ».

Le président par intérim de la Syrie, Ahmad al-Chareh, qui a besoin de l'appui américain pour lever les sanctions frappant son pays depuis des années, a aussi qualifié le projet de Donald Trump de « crime très grave qui ne peut pas se produire ».

Pour le politologue égyptien Ahmed Maher, le message du monde arabe était clair: tout déplacement forcé est exclu et la solution au conflit israélo-palestinien « est le modèle à deux États. Toute discussion hors de ces deux points est hors de propos » déclare-t-il.

## **Les Emirats arabes unis rompent le front arabe face à Donald Trump !**

Les Émirats arabes unis, qui avaient signé un accord de normalisation avec Israël en 2020, avaient dans un premier temps rejoint le camp des opposants au projet en rejetant tout «compromis» sur les «droits aliénables du peuple palestinien» et toute tentative de le déplacer.

Une note dissonante s'est fait entendre dans le front uni opposé par les États arabes à la proposition du président américain, Donald Trump, le 4 février, de déplacer de force deux millions de Palestiniens de la bande de Gaza

L'ambassadeur émirati à Washington a dit ne « vraiment pas » voir « d'alternative » au plan d'éviction de la population palestinienne de Gaza annoncé par le président américain.

Interrogé sur l'existence d'une contre-proposition arabe pour la reconstruction de l'enclave palestinienne, Yousef Al-Otalba, l'influent ambassadeur des Emirats arabes unis à Washington, indétrônable à ce poste depuis 2008, a exprimé des doutes

Dans les faits, les Emirats ont fait savoir qu'ils ne prendraient pas part au sommet arabe d'urgence prévu au Caire si un changement n'était pas apporté au projet de résolution. « Je ne vois pas d'alternative à ce qui est proposé. Vraiment pas. Et donc si quelqu'un en a une, nous sommes heureux d'en discuter, nous sommes heureux de l'explorer, mais elle n'a pas encore fait surface », a affirmé le diplomate durant le Sommet mondial des gouvernements, à Dubaï, mercredi 12 février.

**Il a ajouté que les Emirats arabes unis « essaieraient » de trouver un terrain d'entente avec l'administration Trump. « Je pense que l'approche actuelle va être difficile, a-t-il déclaré.**

« En fin de compte, nous sommes tous dans une quête de solutions. Nous ne savons simplement pas encore où cela va nous mener . »

Bien que la perspective d'un nettoyage ethnique ait suscité l'indignation du monde entier, les Émirats arabes unis l'ont qualifiée de « difficile », mais ont souligné qu'il n'y avait pas d'autres options.

Selon certaines sources, les Émirats arabes unis auraient déclaré qu'ils n'assisteront au sommet d'urgence de la Ligue arabe sur Gaza que si la déclaration du sommet était modifiée : "Nous rejetons catégoriquement tout déplacement de Palestiniens de Gaza" en "Nous rejetons catégoriquement tout déplacement forcé de Palestiniens de Gaza"

En d'autres termes, les Émirats arabes unis disent qu'ils ne participeront au sommet que si la Ligue arabe accepte de ne pas exclure l'idée de déplacer les Palestiniens de Gaza .

Alors que la décision de Trump sur Gaza risque d'aliéner les dirigeants arabes , le président Sissi envisagerait d'annuler sa visite officielle à Washington prévue en principe la semaine prochaine et des sources diplomatiques égyptiennes disent que si Trump arrête les aides économiques à l'Égypte, qui font partie des accords de Camp David , cette dernière envisagerait sérieusement de remettre en question l'accord de paix avec Israël !

**Rédigé par Mustapha Sehim**



# WEB RADIO DES MAROCAINS DU MONDE

ويب راديو مغاربة العالم

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC

R212j

DISPONIBLE SUR  
Google Play



SCAN ME!

## حتى لا ننسى: انتفاضات 29 و30 و31 يناير 1944.. نقطة تحول في النضال من أجل الاستقلال

تظل انتفاضات 29 و30 و31 يناير 1944 محطة بارزة في تاريخ المغرب، حيث شكلت هذه الأيام الثلاثة لحظة فارقة في مسار الكفاح الوطني ضد الاستعمار الفرنسي. اندلعت هذه الأحداث بعد أسابيع قليلة من تقديم وثيقة المطالبة بالاستقلال، لتؤكد عزيمة الشعب المغربي على إنهاء الحماية الفرنسية واستعادة سيادته الوطنية. وبالرغم من القمع الشديد الذي ووجهت به هذه الانتفاضات، فإنها ساهمت في تسريع مسار التحرر الوطني وتعزيز مكانة السلطان محمد الخامس كرمز للوحدة الوطنية والنضال من أجل الاستقلال.



### السياق العام: احتقان متزايد واستعداد للثورة

في 11 يناير 1944، أصدر نخبة من الوطنيين المغاربة وثيقة المطالبة بالاستقلال، التي جاءت بدعم من حزب الاستقلال ومجموعة من المفكرين. مطالبة بإتهاء الاستعمار الفرنسي وإقامة دولة مغربية مستقلة تحت قيادة السلطان محمد الخامس. شكلت هذه الخطوة تحديًا مباشرًا للسلطات الاستعمارية التي رعت بحملة من الاعتقالات والتضييق على السلطان، في محاولة لكبح جماح الحركة الوطنية.

أدى هذا القمع إلى تأجيج مشاعر الغضب لدى المغاربة الذين ضافوا ذرغًا بسنوات الاستعمار والهيمنة الأجنبية. ومع تصاعد الاحتجاجات، أصبح الشارع المغربي مهيا لانتفاضة شعبية تجسدت في انتفاضات 29، 30 و31 يناير 1944، التي امتدت إلى عدة مدن مغربية.

### ثلاثة أيام من الغضب والقمع الدموي

بدأت الشرارة الأولى للانتفاضة في فاس، حيث خرجت مظاهرة سلمية مطالبة بالاستقلال، لكن قوات الاستعمار قمعتها بعنف مفرط، حيث أطلقت الشرطة والجيش الفرنسي الرصاص الحي على المتظاهرين، ما أدى إلى وقوع العديد من القتلى والجرحى. لتتوالى المظاهرات إلى مواجهاة دامية امتدت إلى مدن أخرى كالعاصمة الرباط وسلا، حيث خرجت جموع الشباب للتعبير عن رفضها القاطع لنظام الحماية.

في اليوم التالي، 30 يناير، انتقلت شرارة الاحتجاجات إلى مدن أخرى، من بينها مكناس. وردت السلطات الاستعمارية بمزيد من القمع والاعتقالات، حيث رُجِّع بعدد من القيادات الوطنية في السجون بتهمة التحريض على التمرد.

أما يوم 31 يناير، فقد شهد تصعيدًا خطيرًا في أساليب القمع، إذ فرضت القوات الاستعمارية حظر تجول مشدداً ونفذت عمليات عسكرية في النجباء المنتفضة. وسقط خلال هذا اليوم عشرات الشهداء، فيما امتلأت السجون بالمعتقلين الذين تعرضوا لنسبتي أنواع التعذيب، لكن رغم فداحة الخسائر، لم تنجح فرنسا في كسر عزيمة المغاربة، بل على العكس، عززت هذه الأحداث الإيمان بضرورة مواصلة الكفاح حتى تحقيق الاستقلال.

### إرث الانتفاضات وتأثيرها على مسار الاستقلال

لم تكن انتفاضات يناير مجرد أحداث عابرة، بل شكلت نقطة تحول في مسيرة التحرر الوطني، حيث عززت مكانة السلطان محمد الخامس كقائد وطني ملتف حوله الشعب، وأثارت اهتمام الرأي العام الدولي بالقضية المغربية، مما زاد من الضغوط على فرنسا لإعادة النظر في سياساتها الاستعمارية.

كما أن هذه الانتفاضات كانت بمثابة تمهيد لمحطات نضالية كبرى، مثل نفي السلطان عام 1953، ثم اندلاع المقاومة المسلحة، إلى أن تحقق الاستقلال رسميًا عام 1956.

### إحياء الذكرى الـ81: رسالة وفاء وعبرة للأجيال الجديدة

احتفاءً بهذه الذكرى الوطنية المجيدة، نظم المندوبية السامية لقدماء المقاومين وأعضاء جيش التحرير مراسم إحياء الذكرى الـ81 للانتفاضات يناير 1944، بحضور عدد من المقاومين القدامى وأسر الشهداء وشخصيات رسمية.

وفي كلمته بالمناسبة، شدّد مصطفى الكيبي، المندوب السامي، على أهمية هذه المحطة التاريخية، مبرزًا الدور البطولي الذي لعبه الوطنيون والمقاومون، إلى جانب السلطان محمد الخامس وولي العهد آنذاك الراحل الحسن الثاني، في قيادة الشعب نحو الحرية والاستقلال.

كما تخلّلت الاحتفالية أنشطة ثقافية وتوعوية تهدف إلى تعريف الأجيال الصاعدة بهذه الصفحة المشرفة من تاريخ المغرب، وترسيخ قيم النضال والكرامة الوطنية. لأن استذكّار انتفاضات يناير 1944 لا يعني فقط تخليد ذكرى الماضي، بل هو أيضًا رسالة للأجيال القادمة بضرورة الحفاظ على هذا الإرث النضالي ووصون الاستقلال الذي دفع المغاربة ثمنه غاليًا من دمايتهم وأرواحهم.

**حتى لا ننسى، وحتى تبقى تضحيات الأجداد نبراسًا يضيء طريق المستقبل.**

بقلم: عدنان بن شفرون

## تشتري الكتب بما تريد

باريس، مدينة الأنوار، تخبيء في أزقتها أسرارًا لا تنضب، ومفاجآت لا تنتهي.  
يكفي أن يهيم المرء في دروبها الضيقة حتى يصادف تلك الحكاكن التي يبيع فيها  
الناس ماضيهم بثمن النسيان.  
هنالك بين النقمشة البالية والنشياء التي أضع الزمن قصصها، تنواري كنوز لا تخطر  
على البال.

في أحد هذه المتاجر، سلّم خشبي ضيق يقود إلى قبو هادي  
ما إن تطله الأقدام حتى يعانق الزائر عبق الورق العتيق، كأنما نَفَس من زمن غابر  
بهمس في النجواء.

تصطف الكتب على رفوف ممتدة، لا يضبطها ترتيب ولا يخفضها نظام، تنتظر من  
أياج عاشقة أن تستيقظ من سباتها الطويل.



روايات منسية، مقالات غطتها غبار السنين، أشعار على صفحات اصفرّت بفعل الأيام...  
لكل زائر هنا رحلة، لكل طابق نحو ذاته، ولكل كتاب روح تسعى إلى من يحررها.

لكن العجب كل العجب يكمن في لحظة العبور إلى طاولات الحساب، حيث لا بطاقات سعريّة ولا أرقام ثابتة.  
هنا، الفارئ هو الذي يقرر، والمشتري هو الذي يُعالي.  
الكتاب الذي لحتضنته أصابعهم والذي قلب صفحاته بروح تهتز وجدانها، هو وحده من يحدد قيمته.

فلس واحد أو ورقة نقدية كريمة، لا فرق، فالمعاملة ليست بميزان الحرامم والدنانير، بل بميزان الوجد والتوق، ذلك الجبل الخفي الذي يربط بين الكتاب ومن  
يخارم.

وهكذا، في هذا المتجر حيث تلتقي النقمشة والخرف بأرواح الورق، تثبت باريس مرة أخرى أنها المبلد الأنبيدي للعالمين والشعراء.

باريس: أنور الشرفاوي



www.pressplus.ma



## الكشك الرقمي للوادي ميديا

100%  
FREE



پريس بلوس هو الكشك الرقمي والمعزز بنسبة 100٪ من لوديدي ميديا من مجموعة الرسالة الإعلامية ، والتي تسمح لك بقراءة المئات من مجلاتنا الأسبوعية والصحف اليومية مجاناً

سواء كنت تستخدم هاتفك المحمول أو جهازك اللوحي أو حتى جهاز الكمبيوتر الخاص بك ، پريس بلوس يجلب الكشك مباشرة إلى منزلك



SCAN ME

## الاستياء السياسي في المغرب: مقارنة نفسية-اجتماعية لفهم الظاهرة وآفاق التجاوز

مع اقتراب الاستحقاقات الانتخابية، يتزايد الشعور بالاستياء من المشهد السياسي في المغرب حيث تتكرر الانتقادات تجاه الفاعلين السياسيين، وتبرز مشاعر الإحباط والخذلان لدى فئات واسعة من أفراد المجتمع. هذا الاستياء رغم مشروعيتها غالباً ما يترجم إلى ردود فعل غير محروسة تنسم أحياناً بالعاطفية وغياب التحليل العميق للواقع السياسي والمؤسساتي، بل هو ظاهرة معقدة تتداخل فيها عوامل نفسية اجتماعية متعددة، مع العلم أن هذا الأمر يستدعي تحليلاً علمياً لفهم أسبابها وآثارها، مع التركيز على سبل تجاؤها من منظور علم النفس الاجتماعي.



**1: الإحباط السياسي ومشاعر الخذلان: تراكمات تؤدي إلى الرفض**  
يُعد الإحباط السياسي عاملاً رئيسياً في تشكيل مشاعر الاستياء، حيث تتراكم خيبات الأمل نتيجة الوعود الانتخابية غير المُنفَّذة، وغياب العدالة الاجتماعية، وهيمنة نخبة معينة على المنافع السياسية والاقتصادية. فوفقاً لنظرية الإحباط في علم النفس الاجتماعي، فإن الإحباط الناتج عن عدم تحقيق الأهداف يؤدي إلى مشاعر الرفض ويفاقم النفور من الخطاب السياسي، و اللجوء إلى التخطبات كبديل عن التليات السياسية التقليدية.

**2: التنافر المعرفي: عندما يتصادم الواقع مع المعتقدات**  
يفترض المواطن المغربي أن الديمقراطية- تستند إلى الشفافية والمساوية، لكن الممارسات السياسية لا تعكس هذه المبادئ في كثير من الأحيان، مما يؤدي إلى حالة من التنافر المعرفي. ووفقاً لهذه النظرية يسعى الأفراد إلى التوفيق بين معتقداتهم وسلوكياتهم، وعندما يجدون أنفسهم أمام تناقض بين القيم التي يؤمنون بها والواقع السياسي، فإنهم يعانون من عدم ارتياح نفسي يدفعهم إلى ردود فعلية جماعية تكون غير محروسة ومشحونة بالإحباطات الداخلية.

**3: فقدان الثقة في المؤسسات والرفض المطلق للمشاركة في السياسة.**  
إن الثقة في الأحزاب السياسية والمؤسسات المنتخبة تشهد تراجعاً ملحوظاً، حيث أصبح العديد من المواطنين يرون فيها أدوات لإعادة إنتاج نفس النخب بدل أن تكون وسيلة لتحديث التغيير. يمكن تفسير هذا الوضع من خلال نظرية رأس المال الاجتماعي، التي تشير إلى أن ضعف الثقة بالمؤسسات يؤدي إلى عزوف الأفراد عن المشاركة في العملية السياسية، والاعتماد أكثر على شبكاتهم الاجتماعية لحل مشاكلهم اليومية.

**4: الإحساس بالتهميش والتجاهل: الهوية والانتماء**  
تلعب الهوية الاجتماعية دوراً حاسماً في تشكيل المواقف السياسية، فحين يشعر الأفراد بأنهم غير ممثلين داخل المنظومة السياسية، تتعزز لديهم مشاعر التهميش والانسحاب في المغرب. تظهر هذه الدينامية بشكل واضح لدى سكان المناطق القروية والناحية الذين يشعرون بأن التنمية موجهة فقط للـمـن الكـبـرى. فئات الشباب التي لا تجد تمثيلاً سياسياً يعبر عن طموحاتها، مما يدفعها للبحث عن بدائل خارج الأطر الرسمية كالهجرة الشرعية و الغير شرعية.

**5: الاحتجاج كوسيلة تعبير بديلة عن الاستياء**  
عندما تفقد المؤسسات قدرتها على الاستجابة لمطالب المواطنين، يتحول الاحتجاج إلى قناة أساسية للتعبير عن المطالب السياسية والاجتماعية وهو ما تؤكد نظرية الحركات الاجتماعية في المغرب. يتجلى هذا السلوك من خلال:  
- تصاعد الحملات الرقمية التي تكشف الفساد وتنتقد السياسيين، كتحليل عن وسائل الإعلام التقليدية  
- اللجوء إلى الاحتجاجات الميدانية عند الإحساس بعدم نجاعة الآليات الرسمية

**6: العزوف عن الانتخابات ليس حل**  
رغم تفشي مشاعر الإحباط، فإن العزوف عن الانتخابات لا يعد حلاً عملياً، بل يكرس الواقع القائم. فالأحزاب السياسية، بحكم الدستور، تشكل ركيزة أساسية للعملية الديمقراطية وبالتالي فإن تجاوز الأزمة يقتضي التعامل مع الواقع السياسي بوعي نقدي وبمنهجية إصلاحية، بدل الانسحاب السلبي من المشهد.

### كيف يمكن استعادة الثقة وتعزيز المشاركة السياسية؟

- إصلاح الخطاب السياسي ليكون أكثر واقعية وقابل للتحقيق، بعيداً عن الشعارات الجوفاء.
- تعزيز آليات المحاسبة والشفافية لضمان مصداقية العمل السياسي.
- إشراك فئات جديدة في صناعة القرار، خاصة الفاعلين ذوي الكفاءة والمصداقية المجتمعية.
- تعزيز التربية المدنية وترسيخ وعي سياسي نقدي منذ المراحل الدراسية المبكرة.

### نحو تجاوز الاستياء السياسي

يتضح من خلال التحليل النفسي-الاجتماعي أن الاستياء السياسي في المغرب ليس مجرد حالة ظرفية، بل هو نتاج تراكمات من الإحباط والتلقاض المعرفية وانخفاض الثقة بالمؤسسات والشعور بالتهميش. ومع ذلك فإن تجاوز هذا الوضع لا يكون بالعزوف أو القطيعة، بل بالمشاركة الواعية والضغط من داخل المنظومة السياسية من أجل التغيير، وفق رؤية تستند إلى الوعي النقدي والمسؤولية المجتمعية.



انضم إلى قناتنا على واتساب لتبقى  
على اطلاع بأحدث الأخبار!



SCAN ME!

## الملك محمد السادس ليس قائدا سياسيا بل مهندسا لنهضة متعددة الأبعاد

اعتبر الكاتب والشاعر رشيد الهافوتي ان الدافع الأساسي وراء تأليف كتاب محمد السادس الملك المتبصر، جاء من منطلق تعبئة ذاتية للدفاع عن بلدي وعن وحدتنا الترابية في سياق المحاولات البئيسة التي يقوم بها أعداء وحدتنا الترابية.

1- ماهي الدوافع الأساسية لتأليف هذا الكتاب المتعلق بالملك محمد السادس المتبصر ؟

الدافع الأساسي وراء تأليف هذا الكتاب هو من منطلق تعبئة ذاتية للدفاع عن بلدي وعن وحدتنا الترابية في سياق المحاولات البئيسة التي يقوم بها أعداء وحدتنا الترابية، لكن الغاية بالموازاة هي تسليط الضوء على الرؤية المتبصرة لملك البلاد، وهي رؤية تتجسد في مسار إصلاح طموح، جعل من المغرب نموذجا فريدا في الاستقرار والتحديث والتنمية المستدامة، بالرغم من التعقيدات التي تشوب العلاقات الجيوسياسية وشبح حرب عالمية ثالثة وأزمة اقتصادية عالمية تهدد بسقوط النظام العالمي. لقد حرصت في هذا العمل على تحليل مسيرة جللته منذ اعتلائه العرش، مبرزا كيف استطاع الجمع بين الحفاظ على الهوية المغربية والانفتاح على العصرية، وبين تعزيز العدالة الاجتماعية ودفع عجلة الاقتصاد، وبين ترسيخ السيادة الوطنية ومد جسور التعاون الدولي.



2- كم استغرق الكتاب من الوقت لسيما وان مثل هذا العمل يحتاج من الاشتغال ما يجعلكم حريصين على مناقشة العديد من المحطات الأساسية في حكم الملك؟

استغرق إنجاز هذا الكتاب حوالي سنتين من البحث المرجعي والتدقيق في المعطيات حيث كان من الضروري التعمق في مختلف المحطات الأساسية لحكم جللته الملك محمد السادس. هذا العمل لم يكن مجرد تجميع للمعطيات بل كان رحلة تحليلية تتطلب الدقة والحرص على تقديم رؤية متكاملة لمسار الإصلاحات والتحول الكبرى التي شهدتها المغرب خلال عهدهم. لقد استندت إلى مصادر موثوقة، وقمت بمراجعة العديد من الوثائق والخطابات والتقارير، إلى جانب تحليل التغيرات السياسية والاقتصادية والاجتماعية التي شكلت ملامح المغرب الحديث. حرصت دائما منصبا على تقديم صورة دقيقة وشاملة بعيدا عن السرد السطحي، لضمان أن يكون هذا الكتاب مرجعا حقيقيا لكل من يريد فهم الرؤية المتبصرة للملك محمد السادس.

3- نعلم جيدا ان حكم محمد السادس يتميز ببلورة اوراش ريادية واهمها محطة دستور 2011 ؟

مما لا شك فيه أن عهد جللته الملك محمد السادس جاء في مرحلة حساسة من التحولات الإقليمية والدولية، حيث واجه العالم تحديات غير مسبوقة، من اضطرابات جيوسياسية إلى أزمات اقتصادية وأوبئة عالمية. ومع ذلك، فقد استطاع المغرب بقيادة جللته أن يرسخ نموذجا فريدا من الاستقرار، متوازنا بين متطلبات التحديث والحفاظ على الهوية، وبين تعزيز السيادة الوطنية والانفتاح على الشراكات الاستراتيجية. هذا الاستقرار لم يكن مجرد ظرف عابر، بل هو ثمرة رؤية عميقة تستند إلى إصلاحات هيكلية، سواء في المجال الاقتصادي، الاجتماعي، أو السياسي، جعلت من المغرب قوة إقليمية مؤثرة، وفاعلا رئيسيا في القارة الإفريقية وعلى الساحة الدولية.

أما عن تأليف كتاب من هذا الحجم، فأراه أكثر من مجرد عمل توثيقي أو بحث أكاديمي، إنه مساهمة في ترسيخ السياسة الثقافية للمملكة، وإبراز الوجه الحضاري للمغرب من خلال قوة الكلمة وعمق التحليل. فالتحفة كانت ولا تزال أحد اللذخر الدبلوماسية الناعمة التي تعكس هوية الأمم وتبرز تطورها، وهي جسر للحوار والانفتاح على العالم.

4- رغم السياقات الدولية الحساسة إلا ان مرحلة الملك محمد السادس تميزت بالاستقرار وأصبح المغرب من بين اهم البلدان قاريا ودوليا كيف عبر ذلك في الكتاب؟

الكتاب يؤدي دوره الموازي للدبلوماسية الكلاسيكية المتعارف عليها أي دبلوماسية ثقافية لها من التأثير ما قد يجعل المغرب يعرف بقضاياها الكبرى أبرزها قضية الصحراء المغربية، وبالتالي فعودة المغرب إلى إفريقيا عن طريق الخطاب الشهير لملك البلاد واللحمة التي صارت يعلها دول إفريقيا مع المغرب في إطار "رابح رابح" تؤكد الدور الحقيقي للمغرب في القارة الإفريقية.

ما يجعلنا كمواطنين، العمل على اندماج في هذه الدينامية الوطنية القائمة على الدفع بعجلة التنمية وطنيا وقاريا، كما أكد من خلال الحوار التالي ان فكرتي بنيت على نقطتين أساسيتين: الأولى استهداف الفارقة الذين يتابعون دراستهم في المغرب وهم سفراء لنا في دولهم بل أكثر من ذلك هم الفاعلين المستقبليين والمسيرين في افق قريب اما الثانية فتتعلق كون الكتاب هو أرضية للنقاش وتطويره، بحيث العمل لن يكون مكتملا الا بتدارس كل النقاط البيطبية وتجاوز النقاط السلبية.

و تجدون فيما يلي قصيدة شعرية بالمناسبة تحت عنوان:  
تبه يبرابر  
كلام براء وراء جواء كوني  
صارم الشعاب جو و جدي و فؤادي  
كصيب الوجود فكري و نفسي و الضياء  
سرمد يمشي بلا فتوري أو عياء

ما زالت لم تر عينوني الكرى  
بيانا أروع مجيء حواضر الهوى  
ركاب الهودج  
هياما  
غراما  
فائض غيظ سحاب رمادي  
قبة بيت ناصعة البياض  
قمم الشؤم تنهاوي أفنعة الشرق و الغرب

بدر غوى غزوا و ليلي مفحما  
في حضور خلنني فؤادي و لساني  
ثورة الليالي ندمائي أشعاري  
يا زمان العرب ما زلت أروع بظلم  
و تينا و زيتونا و شعرا محكما  
لكل الدنيا تأتي مواعيد النماء  
ما عدا السلام حبر على أنواء

من أين لي  
نظم الكلم  
حراشيف العنم ضاربة في غمام الحلم  
قبة بيت ناصع البياض  
قمم الشؤم تنهاوي أفنعة الشرق و الغرب  
زفرات سرور و أهات عذاب و سراب  
من أين لي صدف الجبال  
رقصات عشق أمريكا المباح  
أمواج بلون اللهب  
و فائض غيظ سحاب رمادي  
رشفة رياح  
برعوم أخضر يغازل سفوح الراح

قمر أحمر قاني  
بلذة الموت  
زنيقة حيل بلد الشمس سفلنا  
غصبا نهارا جوارا  
بلذة الموت  
قبة بيت ناصعة البياض  
قمم الشؤم تنهاوي أفنعة الشرق و الغرب

آه  
من أين لي فلسطينا  
نسخ أواصر تبه يبرابر  
أسراب تسور تحجب شمس المدائن  
و هديل الحمام الهائم  
بلذة الموت  
بين جداول صبابة الغرام و الدنان  
قطرات رحيق الورد و الياسمين  
رضاب طعم الشوق  
و شهد العسل  
بلذة الموت  
قبة بيت ناصعة البياض  
قمم الشؤم تنهاوي أفنعة الشرق و الغرب

آه  
من أين لي يا قدس يا  
تلقظ طعم التين و الزيتون و الملح الحنان  
سقب الهوى الضليل  
حيث لذة الشهادة  
جنة الشهوات الحسان  
من أين لي تلمس زرقة السماء  
سحبا مكهية داكنة  
حظن تبه و هوى حرمان  
من أين لي سفح الشموخ و الكبرياء  
حيث لذة الشهادة  
ماء حبرا أو دما  
و في ربح الوغى ريشة رسم أو سيف و قلما

بقلم علي تونسي

## فلسطين ليست للبيع

لقد أخطأ العقل و الصواب من ظن و من معه بأن شفلستين و القدس للبيع فسقط في أيديهم جميعا... نظرا لحقيقة تاريخية تؤكد أن فلسطين أرض السلام لكونها أرض التعايش بين المسلمين و اليهود و المسيحيين و لا يكمن أن تكون إلا كذلك حتى و إن قسمت إلى دولتين أو أكثر فإنها ستبقى أرض الجميع... فلنسقط كل الإغراءات و المساومات أيأ كانت ( سياسية أو مالية أو عسكرية ... ) كما سقطت دوما عبر التاريخ الطويل...

فلمن استباح البيع فعلى نفسه أما فلسطين و القدس فهما قضية شعب و تاريخ و ليست حفنة بؤس و يقشيش . فلسطين لا ترضى و لا تستكين إلا بأرضها حرة كاملة غير محتزة منها كيانها الوجودي و الوجودي مهما كانت غطرسة و عجرفة أنواع الغصب و الإحتلال.. حرة كاملة من غير عذر و لا تبرير.. و لا عذر يفيد.. و الزمن كشاف

. أما حل الدولتين فهو لغير جمع النفيضين ( الضحية و الجلد ) في مكان واحد معا تحت سلطة عرقية ظالمة لا تعترف بحق التخزين.



فإن الدولة الواحدة في الظروف الحالية ستكون منتهى العبث و الإنتطابح ليس فقط لكيان الوهم و التصنع - الذي تم زرع في فلسطين و منطقة الشرق الأوسط من طرف دولة الإنتداب المملكة البريطانية المتحدة، باستغلال و تحريف البعد الديني لإسم إسرائيل و إنشاء ما يسمى بدولة إسرائيل موطننا قومية لليهود تحت يافطة ( أرض الميعاد ) المفترى عليها بتأويلات منحرفة تاريخيا و دينيا و حتى أسطوريا صادرة عن زيغ الهوى الظرفي للصهيونية النازية و معادات السامية ( يهودا و عربا و مسلمين )، فتم التفرير بالأغلبية العظمى من يهود العالم و تهجيرهم إلى فلسطين - بل سوف لن يخرج ذلك التطبيع العربي و الإسلامي المفروض مع هذا الكيان المفبرك عن كونه خنوعا لا مشروطا للعرب و اليهود معا لأستراتيجية غطرسة الكيان الاستعماري الغربي الإمبريالي الصليبي الإرهابي المتعدد، ذي النزوع الصهيونية النازية الذي ( بعد سقوط الدولة العثمانية و نظام الخلافة الإسلامية ) هيا و يسر الظروف بإجماع أوروبي تحت قيادة الدولة البريطانية و الولايات المتحدة الأمريكية بحسابات استخارية استعمارية دقيقة لزرع جسم الفتنة الغريب << دولة إسرائيل >> في فلسطين ( قلب العربية و التعايش السلمي بين العرب و اليهود و المسيحية و الإسلام ) و الذي ترتبت عنه تداعيات كارثية في الوجود العربي الإسلامي شرقا و غربا، و الذي راح ضحيته أجيال من العرب المسلمين و راح ضحيته أيضا أجيال من اليهود الذين تم اقتلاعهم و تهجيرهم من أوطانهم عبر العالم إلى فلسطين للزج بهم و بأولادهم في استمرار الحرب الصليبية بالوكالة ضد العرب و المسلمين لتحقيق هدفين إثنين، أولهما تفكيك و تشرذم الدول و إضعافها في شرق و غرب العالم العربي و الإسلامي، خوفا من تهض الأمة العربية الإسلامية قوية موحدة من جديد و استعادة أمجادها و إمبراطوريتها عبر العالم.

. و ثاني الهدفين - المتوارى في عمق الفكر التجري الصهيوني الماسوني و ثقافته المادية الصرفة و رغبته الجشعة التي لا تحيد عنها بإصرار و ترصد في امتلاك كل خيرات الأرض مستعملا جميع الوسائل مشروعة كانت أو غير مشروعة بالغش و النصب و اللحتيال و السرقة و حتى الغطرسة، كما يقال في اللسان الدارج المغربي: << على عينك آبن عدي، ابغيتي أو اكرهتي >> أي بالمعنى الفصيح:

أسرقك رغما عنك سواء أردت أم لم ترد. و بذلك ما زال التحكم الاستعماري الغربي مستمرا بطرسة في استنزاف غاز و نفط و معادن و مختلف خيرات الشعوب و الدول العربية الإسلامية أو ما يسمى في منطق الغرب الاستعماري: بمخلفات إرث الدولة العثمانية في بلاد الخلافة الإسلامية التي تم توزيعها على دول الإنتداب الأوروبية الاستعمارية و فرض الأمر الواقع ضدا على الشرائع الإنسانية و الدينية و الأخلاقية و القوانين و المواثيق الدولية و الحقائق العلمية التي بمقتضاها و قوتها أُنْتَصَر العالم الديموقراطي المعاصر المنتور على همجية و ظلمية و خرافية القرون الوسطى و أساطير العهود البائدة التي ما زال يراود حنينها بعض المجانين التافهين ممن شابت لهم الظروف و الصدق التحكم في المصائر و الأمصار عبر العالم حتى إشعار آخر... ذلك أن الصهيونية العالمية المتعددة الالتمعات الجنسية و الدينية لا يهمها إن تم تقليل اليهود و العرب و غيرهم من الشعوب ضحية لمخططاتها في فلسطين و سوريا و العراق و اليمن و كذا الشعوب الإفريقية ضحايا الحروب و الأوبئة و الأمراض المصطنعة الفتاكة أو ضحايا الإبادة الجماعية في البوسنا و الهرسك و ضحايا التطرف العرقي و الديني في الهند و الصين و ضحايا العشرية السوداء، في الجزائر سابقا، لا يهمها تشريد و ضياع مستقبل هذه الشعوب و عرقلة نموهم بقدر ما يهمها فقط مصالحها الاقتصادية و المالية الجشعة... تلك هي الخلفية الحقيقية للصهيونية العالمية و ذراعها القوي ( الماسونية / تنظيم البناؤون الثرار ) أصاب المشاريع الاقتصادية الكبرى كقناة السويس و قناة باناما و شبكة السكك الحديدية في أوروبا، ... إضافة إلى صندوق النقد الدولي و البنك العالمي و غيره من المؤسسات المالية الدولية القوية، و معامل تصنيع الأسلحة و الصناعات الكبرى في العالم.

تلك هي كما سبق القول الخلفية الحقيقية للصهيونية العالمية المتخفية و راء القناع الديني اليهودي و أرض الميعاد و الموطن القومي لليهود، الذي تصر على الظهور به نفاقا و خداعا للعالمين... أفلم يروا كيف كانت عاقبة النمرود و الفرعون و غيرهم من الطغاة الفاسدين... ألم يخفق جيم النازية و الحرب الباردة في المهدي...

. حتما و مؤكدا سيتم النصر على الأوبئة و الأمراض العقلية و الأساطير و الأوهام المقدسة و التعصب العرقي و التطرف الديني و مجرمي الحرب و السرطان ...

. و ستبقى فلسطين الحقيقة الضاربة في عمق التاريخ و منارة ماضيه و حاضره و مستقبله... لقد كانت و ما زالت تكشف و تعري فضائح قوى الشر و الظلم، و ستستمر القميس عبر الأجيال صخرة صلبة عليها تنكسر أمواج الطغيان و سراب الشيطان الذي يذهب دوما سدى، فهما كادوا و مكروا فمكر الله أعظم، منذ ما قبل التاريخ و مزال...

منذ انتخاب سلمى حدادي على حساب لطيفة أذرباش، ظهر مطلون كثر قدموا قراءات متشعبة، متناسين أن هذه "النكسة" ليست سوى مجرد محطة عابرة، فيما تواصل الدبلوماسية المغربية تحقيق إنجازات على عدة أصعدة. وهنا تبرز مفارقة غريبة: كيف يمكن للمفارقة أن يحتفلوا بفشل الجزائر في دخول مجلس السلم والأمن، ثم يتقبلوا رأساً على عقب بعد خسارة المغرب منصباً أقل تأثيراً؟

إنه المشهد ذاته عندما يخسر المنتخب الوطني في مباراة، فجأة يصبح الجميع خبراء في كرة القدم، ويطالبون بإقالة المدرب! يمكن للجميع تقديم قراءاتهم لما جرى في أبس أبا، لكن الدعوة إلى إعادة صياغة العقيدة الدبلوماسية المغربية أو المطالبة بإقالة الوزير كما لو كان مدرباً فاشلاً هو أمر مبالغ فيه وغير منطقي.

لا شك أن ناصر بوريطة شخصية ذات أسلوب صارم، وأحياناً سلطوي، ويخلق بيئة عمل مغلقة، بل وحتى تخوفاً داخل الوزارة، لكن في الوقت ذاته هذا الأسلوب هو الذي قاد المغرب إلى بناء دبلوماسية قوية ومستقرة، حققت العديد من المكاسب خاصة فيما يتعلق بملف الصحراء المغربية.

في النهاية، يحتاج ناصر بوريطة إلى تقديم تفسيرات لهذا الإخفاق، وربما يكون هذا الحدث فرصة له ليصبح أكثر انفتاحاً، ويعتمد على كوادر دبلوماسية جديدة ويعزز علاقات المغرب في إفريقيا من خلال تعيين وزير منتخب بعوض الغياب الدبلوماسي في القارة.

فالمغرب يحتاج اليوم إلى فريق دبلوماسي قوي، قادر على مواجهة تحديات المستقبل، سواء فيما يتعلق بالعلاقات مع الاتحاد الأوروبي، أو المنافسة مع الجزائر، أو التعامل مع التحديات التي قد تفرضها الإدارة الأمريكية الجديدة بقيادة دونالد ترامب، وبالمقارنة مع هذه الملفات السالمة، فإن خسارة منصب نائب رئيس الاتحاد الإفريقي تبقى مجرد تفصيل عابر في سجل الدبلوماسية المغربية.

بقلم عزيز بوستة



## الدبلوماسية ليست لعبة كرة قدم

« للنصر ألف أب لكن الهزيمة يتيمة »... هي مقولة شهيرة لجون كينيدي، لطالما أثبتت صحتها عبر الزمن وفي كل مكان. واليوم، نجد أن الدبلوماسية المغربية ووزيرها ناصر بوريطة يجسدان هذه الفكرة بكل وضوح.

فالبخفاق، في هذه الحالة، هو فشل المغرب في الحصول على منصب نائب رئيس الاتحاد الإفريقي، والنتيجة أن ناصر بوريطة يجد نفسه وحيداً في مواجهة خيبة الأمل الوطنية، متحملاً مسؤولية هذا الفشل، أو كما يرى بعض المراقبين، عليه أن يدفع الثمن. أما عندما يحقق المغرب انتصارات دبلوماسية، فنحن بالمئات، بل بالآلاف والملايين، ممن ينسيون لأنفسهم جزءاً من الفضل. ماذا حدث في أديس أبابا الأسبوع الماضي؟ الصراع التقليدي والمستمر بين المغرب والجزائر، لكن بأدوار متبادلة، الجزائر لم تتمكن من دخول مجلس السلم والأمن التابع للاتحاد الإفريقي، فتجاهلت الأمر إعلامياً، بينما احتفى المغاربة بهذا البخفاق الجزائري. في المقابل، تمكنت الجزائر من إطفاء الهزيمة بالمغرب في سياق منصب نائب رئيس الاتحاد الإفريقي، فاحتفلت بانتصارها بصخب، بينما التزم المغرب الصمت. هكذا تستمر هذه المنافسة الشرسة والمهيرة بين "الشقيقتين العدويتين"، التي تحمل في طياتها شيئاً من الطغولية السياسية.



أما يوم 31 يناير، فقد شهد تصعيداً خطيراً في أساليب القمع، إذ فرضت القوات الاستعمارية حظر تجول مشدداً ونفذت عمليات عسكرية في الأحياء المنتفضة. وسقط خلال هذا اليوم عشرات الشهداء، فيما امتلئت السجون بالمعتقلين الذين تعرّضوا لشتى أنواع التعذيب. لكن رغم فداحة الخسائر، لم تنجح فرنسا في كسر عزيمة المغاربة، بل على العكس، عزّزت هذه الأحداث الإيمان بضرورة مواصلة الكفاح حتى تحقيق الاستقلال.

### إرث الانتفاضات وتأثيرها على مسار الاستقلال

لم تكن انتفاضات يناير مجرد أحداث عابرة، بل شكّلت نقطة تحول في مسيرة التحرر الوطني، حيث عزّزت مكانة السلطان محمد الخامس كقائد وطني ملتحف حوله الشعب وأثارت اهتمام الرأي العام الدولي بالقضية المغربية، مما زاد من الضغوط على فرنسا لإعادة النظر في سياساتها الاستعمارية.

كما أن هذه الانتفاضات كانت بمثابة تمهيد لمحطات نضالية كبرى، مثل نفي السلطان عام 1953، ثم اندلاع المقاومة المسلحة، إلى أن تحقق الاستقلال رسمياً عام 1956.

وبمجرد إعلان فوز الجزائرية سلمى حدادي، ارتفعت الأصوات في المغرب منتقدةً هذا البخفاق، وموجهة سهام النقد إلى الدبلوماسية المغربية، بل وصل الأمر ببعض إلى المطالبة باستقالة ناصر بوريطة. لكن الأمور أكثر تعقيداً مما تبدو عليه، وتتطلب تحليلاً أعمق ورؤية أكثر هدوءاً. فهل ناصر بوريطة مسؤول عن عدم حصول المغرب على هذا المنصب؟ نعم، لكن هل هو مخيب في شيء؟ قطعاً لا.

من المؤكد أنه أخطأ في بعض التقديرات، ربما رفع سقف التطلعات أكثر من اللازم، أو لم يأخذ بعين الاعتبار تعليق عضوية خمس دول إفريقية صديقة للمغرب، وربما لم يبذل كل ما يلزم من جهود، أو تحرك بسرعة واندفاع زائدين. لكن الحقيقة هي أن النبطات الدبلوماسية نادراً ما تكون مطلقاً. فعند النظر إلى الصورة الأوسع، نجد أن المغرب حقق اختراقات مهمة داخل الاتحاد الإفريقي، سواء من خلال الأمن (حصوله على منصب نائب رئيس الإنتربول في إفريقيا)، أو من خلال التأثير (عضويته في مجلس السلم والأمن منذ 2017)، أو عبر المبادرات الإقليمية (الأطلسي الإفريقي، الساحل الهجرتي، أو عبر التعاون الاقتصادي المشترك). وعند النظر من هذا المنظور، يصبح إخفاق لطيفة أخرياش في انتخابات نائب رئيس الاتحاد الإفريقي مجرد تفصيل بروتوكولي لا يمس جوهر السياسة الخارجية المغربية.

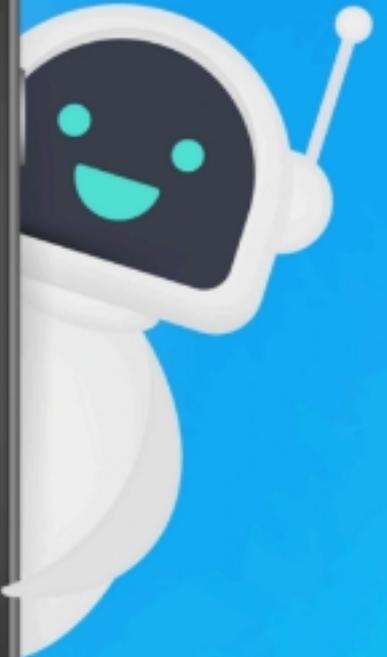
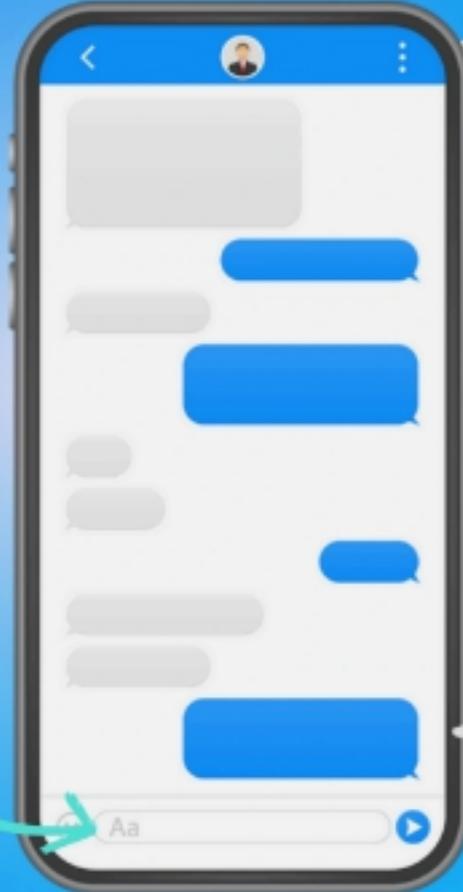
ورغم ذلك، لا يمكن إنكار بعض أوجه القصور في إدارة بوريطة للدبلوماسية المغربية، وأبرزها انغلاقه الشديد واحتكاره للمعلومات، ما يجعل الجهاز الدبلوماسي أقل انفتاحاً على النقاش الوطني. في الوقت نفسه، هناك تساؤلات حول استراتيجية التواصل الرسمية، حيث يتم التركيز على إصدار بيانات متكررة حول تجديد دعم دول أجنبية لمقترح الحكم الذاتي في الصحراء المغربية، لكن دون تحقيق اختراقات فعلية. فهل يستحق هذا الأمر كل هذا الاحتفاء الإعلامي؟

هناك أيضاً مسألة غياب وزير منتدب أو كاتب دولة مكلف بالشؤون الخارجية. هذا المنصب كان دائماً حاضراً في الحكومات السابقة، وقد أثار غيابه تساؤلات بين الدبلوماسيين الأجانب والمسؤولين الأفارقة، خاصة في ظل عدم رغبة العديد من الوزراء المغاربة في تكثيف زياراتهم إلى القارة الإفريقية. حتى ناصر بوريطة نفسه يزور الدول الإفريقية غالباً في إطار اجتماعات متعددة الأطراف فقط. أليس من الحكمة تعيين مسؤول مكلف بالشؤون الإفريقية لتعزيز الحضور المغربي في القارة؟

# LODJ .MA

## شات بوت

www.lodj.ma



تحدث إلينا من خلال برنامج الدردشة الآلي الجديد الخاص بنا  
واحصل على إجابات فورية ، فهو هنا لمساعدتك على مدار 24  
ساعة في اليوم



SCAN ME

## لكل مصلحة : الأغلبية الحكومية والاستحقاق الانتخابي لسنة 2026

تواجه الأغلبية الحالية صعوبات جمة، ظاهرياً، يبدو أن خطابها الرسمي متماسك وموحد، لكن الاستعدادات للانتخابات التشريعية لعام 2026 تكشف عن تنافس محتدم وصراع خفي بين مكوناتها.

على الورق، حازت حكومة أخنوش على ثقة البرلمان للفترة التشريعية (2021-2026)، مستندة إلى أغلبية واسعة تتألف من 270 نائباً في مجلس النواب، مقسمة بين 102 مقعد لحزب التجمع الوطني للأحرار، و87 مقعداً لحزب الأصالة والمعاصرة، و81 مقعداً لحزب الاستقلال، متجاوزة الأغلبية المطلقة المحددة بـ 198 مقعداً من إجمالي 395 نائباً.

منذ بداية ولايتها، وتحديداً في 19 فبراير 2022، تم توقيع "ميثاق الأغلبية" بين التجمع الوطني للأحرار ووليقيته مركزاً على خمسة مبادئ: النهج التشاركي، الفعالية، الشفافية في التدبير، التضامن في تحمل المسؤولية، والحوار السياسي. لم تحظ الحكومات السابقة بقيادة حزب العدالة والتنمية (2012-2021) بنفس الامتيازات. فحتى مع دعم المؤسسة الملكية لها بحكم انتظها من صناديق الاقتراع، كان هذا الدعم في إطار مؤسساتي بحت ولم يتجاوز نطاقه السياسي.



صوّت البرلمان في 13 أكتوبر 2021 على البرنامج الحكومي لحكومة أخنوش بـ 213 صوتاً مقابل 74 صوتاً معارضاً وامتناع نائب واحد. لكن، من بين 395 نائباً، لم يشارك في التصويت 120 نائباً، من بينهم حوالي 50 نائباً من الأغلبية نفسها، ما يعكس غياب السيطرة الكاملة لرئيس الحكومة على أغليتهم منذ تشكيلها، يبدو أن هذه الحكومة لم تحظ بـ "البركة"، إذ واجهت تحديات صعبة أبرزها تداعيات جائحة كوفيد-19 (2020-2022) التي تزامنت مع جفاف متواصل حذل عامه السادس. ظل معدل النمو الاقتصادي ضعيفاً خلال السنوات الثلاث الماضية (1.3% ثم 3.2% ثم 3%)، مع توقعات متفائلة بتحقيق 3.9% في 2025، رغم أن الموسم الفلحي الحالي لن يتجاوز 30 مليون قنطار، بعيداً عن سقف 70 مليون قنطار المسجل في فترات سابقة.

سوق الشغل يعكس نفس الصورة القائمة، حيث ارتفع معدل البطالة إلى 13.7%، في حين لم يتحسن معدل نشاط النساء الذي لا يزال في حدود 20% رغم استهداف رفعه إلى 30% في أفق 2025-2026. لهذا، تم إطلاق برنامج ضخم بتكلفة 140 مليار درهم لتحفيز تشغيل النساء، ورغم تعميم التغطية الاجتماعية باعتبارها ورشاً ملكياً استراتيجياً، إلا أن التحدي الأكبر يتمثل في خلق ديناميكية اقتصادية قادرة على توفير فرص عمل حقيقية على مستوى القطاعات، هناك بعض المؤشرات الإيجابية مثل استقبال 17.4 مليون سائح في 2024، وارتفاع الاستثمارات الأجنبية المباشرة إلى 17.23 مليار درهم، بزيادة تفوق 55% مقارنة بالسنة الماضية. إلا أن التدهور المستمر في القدرة الشرائية للمواطنين يظل الهاجس الأول، فهل ستتخذ الحكومة إجراءات ملموسة خلال هذه السنة لمعالجة الوضع؟ هذا التساؤل يضع الحكومة أمام اختبار حقيقي لإثبات قدرتها على تقديم حلول عملية.

الانتقادات لم تأت فقط من المعارضة وخصوصاً من حزبي التقدم والاشتراكية والعدالة والتنمية بل من داخل الأغلبية نفسها، فقد وّجه نزار بركة، الأمين العام لحزب الاستقلال ووزير التجهيز والماء، خلال لقاء حزبي بأولاد فرج، انتقادات لاذعة حول المضاربات في الأسعار، خصوصاً اللحوم الحمراء والدواجن، هذه التصريحات الجريئة أثارت قلق رئيس الحكومة، ما يؤشر على انطلاق الحملة الانتخابية المبكرة لاستحقاقات 2026. المواطنون لا يصوتون بناءً على التوازنات الماكرو-اقتصادية، بل وفقاً لظروفهم المعيشية اليومية، يقول بركة، الذي يبدو أنه يسعى لترسيخ موقعه كلاعب رئيسي في المشهد السياسي استعداداً للانتخابات، منذ 2021، ركز خطابه على تراجع مستوى الطبقة الوسطى، والتن يوسع خطابه ليشمل الفئات الشعبية الأكثر تضرراً، في تبين لنسخة أكثر "شعبوية" من المساواة الاجتماعية التي يدافع عنها حزب الاستقلال، هدفه المعلن: أن يتصدر الحزب الانتخابات المقبلة.

هذا التنافس سيجعل العلاقة بين مكونات الأغلبية أكثر هشاشة في الأشهر المقبلة، إذ يسعى كل طرف إلى ترسيخ مكانته. حزب الأصالة والمعاصرة بدوره يدخل السباق، حيث تعمل زعيمته فاطمة الزهراء المنصوري، وزيرة إعداد التراب الوطني والإسكان، على تعزيز مكانتها السياسية. يبقى القرار الأخير بيد الناخبين، لكن السيناريوهات المحتملة تشير إلى صعوبة إعادة تعيين عزيز أخنوش رئيساً للحكومة، حتى لو تصدر حزبه للانتخابات، ذلك أن العرف السياسي غير المكتوب في المغرب لا يميل إلى تجديد ولاية رؤساء الحكومات لولاية ثانية، سيناريو آخر مطروح، وهو أن يتمكن حزب الأصالة والمعاصرة من تحقيق الصدارة، ما قد يعتبر بمثابة تصحيح لمسار الحزب منذ تأسيسه سنة 2009، والذي عرفته أحداث الربيع العربي وحركة 20 فبراير، مما أتاح الفرصة لصعود حزب العدالة والتنمية على مدى ولايتيه.

وفي انتظار موعد الانتخابات من سيقاطع عن حصيلة حكومة أخنوش؟ من الواضح أن التقييم لن يكون بالإجماع، بل سيتمحور حول شخص رئيس الحكومة. عوامل عدة تدفع في هذا الاتجاه: اتهامات بتضارب المصالح، رفضه إقرار قانون الإثراء غير المشروع، ضعف مطاربة الفساد، أسلوبه التسلطي في إدارة الوزراء... الذين يحينون له بالوالت دون إظهار كفاءة استثنائية، إضافة إلى مشاكل تواصلية بارزة.

النتيجة: شعبية أخنوش في أحسن مستوياتها وعلى عكس 2021، سيتحمل هذه المرة مسؤولية مباشرة عن حصيلة ولايته التي قد تكون إيجابية في بعض الجوانب لكنها أثقلت كاهل المواطنين اقتصادياً واجتماعياً. المواطنون لن يصوتوا على توازنات الماكرو-اقتصاد، بل على واقعهم اليومي. وخلال الفترة المقبلة، سيعمل حلفاؤه على النأي بأنفسهم عن حصيلة الحكومة الحالية وإعادة تقديم أنفسهم ببرامج وهوية سياسية مستقلة، الكل لنفسه إذن.



# كتاب الرأي

العدد 01 - فبراير 2025

لودجي بالعربية : بلاطفورم الشباب



” لكل مصلحة : الأغلبية الحكومية  
والاستحقاق الانتخابي لسنة 2026 “